

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2581

24 septembre 2014

SOMMAIRE

Ai Mediq S.A.	123853	Delta Spain S.à r.l., SICAR	123851
ALDO BEI et FILS Sàrl	123842	Diluisa S.A.	123842
An der Gassel Sàrl	123842	DI SA	123849
ANO SPF S.A.	123848	Dorian S.A.	123850
ARISECOM Global Intermediation & Trading S.à r.l.	123848	Dux S.A. Holding	123853
BBGI Management HoldCo S.à r.l.	123843	Dux S.A. Holding	123854
Beckmann & Jørgensen Holding S.A.	123843	EB8 Fund S. à r.l.	123859
Bessonnat S.A.	123844	Geoconseils S.A.	123845
Biogene Agrobusiness S.A.	123845	IF-Fund Services	123852
Biogene Agrobusiness S.A.	123849	Immocap S.A.	123851
Biogros S.A.	123849	Infront Luxembourg S.à r.l.	123852
Bison Invest S.A.	123850	Inmet Panama I S.à r.l.	123853
Bison Invest S.A. SPF	123850	ION Investment Corporation S.à r.l.	123852
Boreales Participations S.A.	123850	Island Management S.A.	123852
BRE/French Hotel Holding I S.à r.l.	123850	J. Chahine Capital	123849
BRE/Management 4 S.A.	123851	Johnson Controls Interiors Financing S.à r.l.	123864
BRE/Management Asia S.A.	123851	Kennametal Luxembourg Holding S.à r.l.	123856
Bridgepoint Europe II Investments S.à r.l.	123853	Lafayette Holdings Management S.C.A.	123859
Calcium Investment S.à r.l.	123876	Mandarin Capital Partners II S.C.A. SICAR	123845
Cargill Andean Holding Luxembourg S.à r.l.	123884	OCM Luxembourg Mars Holdings S.à r.l.	123843
Cargill International Luxembourg 21 S.à r.l.	123884	Oppidum Business Partners S.à r.l.	123847
Ceres Finance (Luxembourg) S.A.	123854	PHM Topco 23 Holdings S.à r.l.	123842
Chrysaor S.à r.l.	123847	Prestige Fenêtres S.à r.l.	123846
Citex S.à r.l.	123854	Quetzal Entrepreneur Office S.à r.l.	123847
C&M Company S.A.	123854	Ramirez Electro S.A.	123846
Consavia S.A.	123854	Rk Funding	123848
Corpus Sireo Investment Residential No. 14 S.à r.l.	123843	Sabella Investments Holding S.A.	123886
CREI Investment S.à r.l.	123849	Société Civile Immobilière Plathéa	123855
Dafofin Four S.A.	123844	Transfinco S.A.H.	123844
Dafofin Two S.A.	123850		

ALDO BEI et FILS Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3844 Schifflange, Zone Industrielle Lëtzebuenger Heck.
R.C.S. Luxembourg B 87.561.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MORBIN Nathalie.

Référence de publication: 2014104626/10.

(140125338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

An der Gassel Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4812 Rodange, 1, rue du Commerce.
R.C.S. Luxembourg B 143.168.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014104636/10.

(140125006) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Diluisa S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 69.055.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Pour: DILUISA S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2014104809/14.

(140125525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

PHM Topco 23 Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 170.290.

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales, signé en date du 17 juillet 2014, que la société Pamplona Capital Partners III LP, ayant son siège social à 94, Solaris Avenue, Camana Bay, KY1-1108 Grand Cayman, Iles Caïmanes a cédé un million deux cents cinquante mille (1.250.000) parts sociales de la Société qu'elle détenait, à Pamplona Capital Partners IV LP, ayant son siège social à 94, Solaris Avenue, Camana Bay, KY1-1108 Grand Cayman, Iles Caïmanes et immatriculée au Registrar of Exempted Limited Partnership sous le numéro QH-68765 de sorte que, suite à ce transfert:

- Pamplona Capital Partners III LP précitée, ne détient désormais aucune part sociale de la Société;
- Pamplona Capital Partners IV LP précitée, détient désormais un million deux cents cinquante mille (1.250.000) parts sociales de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2014107862/20.

(140128252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

BBGI Management HoldCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 164.232.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Senningerberg, le 17 juillet 2014.

Référence de publication: 2014104688/10.

(140125039) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Beckmann & Jörgensen Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 15, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 43.101.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BECKMANN & JÖRGENSEN HOLDING S.A.

Référence de publication: 2014104691/10.

(140125402) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Corpus Sireo Investment Residential No. 14 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 130.419.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Maître Léonie GRETHEN

Notaire

Référence de publication: 2014104777/12.

(140125221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

OCM Luxembourg Mars Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 137.560.

EXTRAIT

En vertu d'un contrat de cession de parts sociales en date du 17 juin 2014, l'associé de la Société, OCM Luxembourg OPPS VII S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 26A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 127461, a cédé une partie des parts sociales qu'il détient dans la société, soit trente-cinq (35) parts sociales sur les deux cent quatre-vingt-quinze (295) parts sociales, à l'associé OCM Luxembourg OPPS VIIb S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 26A, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 139727.

En conséquence de cette cession de parts sociales, OCM Luxembourg OPPS VII S.à r.l., et OCM Luxembourg OPPS VIIb S.à r.l. détiennent désormais respectivement deux cent soixante (260) et deux cent quarante (240) parts sociales dans la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Vanessa Lorreyte

Le Mandataire

Référence de publication: 2014104317/22.

(140124531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Bessonnat S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 104.504.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BESSONNAT S.A.

Référence de publication: 2014104693/10.

(140125867) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Dafofin Four S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1468 Luxembourg, 16, rue Erasme.
R.C.S. Luxembourg B 77.981.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire de la Société tenue en date du 25 juin 2014

En date du 25 juin 2014, l'assemblée générale ordinaire de la Société a pris la résolution de renouveler le mandat de Deloitte Audit en tant que réviseur d'entreprises agréé de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée déterminée jusqu'à l'assemblée générale de la Société qui statuera sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juillet 2014.

DAFOFIN FOUR S.A.

Signature

Référence de publication: 2014104799/15.

(140125572) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Transfinco S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'eau.
R.C.S. Luxembourg B 8.817.

EXTRAIT

L'assemblée générale extraordinaire, réunie en date du 10 juillet 2014 à 14:00 heures, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. L'assemblée décide de transférer le siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.
2. L'assemblée prend acte de la démission des trois administrateurs en la personne de Messieurs Yves MÜLLER, Thi-Tuyet Lan DO et la société Dizame Consulting SA.

L'assemblée nomme en leur remplacement:

- Monsieur Marc KOEUNE, économiste, né le 4 octobre 1969 à Luxembourg au Grand-Duché de Luxembourg et domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg;
- Monsieur Michaël ZIANVENI, juriste, né le 4 mars 1974 à Villepinte en France et domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg;
- Monsieur Jean-Yves NICOLAS, employé privé, né le 16 janvier 1975 à Vielsalm en Belgique et domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg;
- Monsieur Denis BREVER, employé privé, né le 2 janvier 1983 à Malmedy en Belgique et domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

Leur mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2019.

3. L'assemblée prend acte de la démission de la société LUXREVISION S.à r.l., ayant son siège social au 6-12 Rue du Fort Wallis, L-2714 Luxembourg, de son mandat de commissaire aux comptes et nomme en son remplacement la société CEDERLUX-SERVICES S.à r.l., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 79327, dont le mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2019.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014103607/29.

(140121978) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2014.

Biogene Agrobusiness S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2172 Luxembourg, 29, rue Alphonse Munchen.
R.C.S. Luxembourg B 132.458.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014104694/10.

(140125148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Mandarin Capital Partners II S.C.A. SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.
R.C.S. Luxembourg B 178.903.

Les statuts coordonnés au 09/07/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

7Redange-sur-Attert, le 22/07/2014.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2014107755/13.

(140128845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Geoconseils S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8303 Capellen, 85-87, Parc d'Activités Capellen.
R.C.S. Luxembourg B 101.985.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire du 28 mai 2014:

Après en avoir délibéré, l'Assemblée Générale renomme:

- Monsieur Marcel HETTO, avec adresse professionnelle au 85-87, Parc d'Activité, L- 8303 Capellen, aux fonctions d'administrateur;
- Monsieur Johannes VERHAREN, avec adresse professionnelle au 85-87, Parc d'activité, L- 8303 CAPELLEN, aux fonctions d'administrateur et administrateur-délégué;
- Monsieur Michael NAUHEIMER, avec adresse professionnelle au 85-87, Parc d'Activité, L- 8303 CAPELLEN, aux fonctions d'administrateur et administrateur-délégué;
- Monsieur Denis CRIDEL, avec adresse professionnelle au 85-87, Parc d'Activité, L- 8303 Capellen, aux fonctions d'administrateur,
- Monsieur Marc CZAPLA, avec adresse professionnelle au 85-87, Parc d'Activité, L- 8303 Capellen, aux fonctions d'administrateur.

Leurs mandats respectifs prendront fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en l'année 2015.

L'Assemblée nomme aux fonctions de Réviseur d'entreprises la société AUDITEURS ASSOCIES avec siège social au 32, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg.

Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en l'année 2015.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 28 mai 2014:

Conformément à l'article 9 des statuts de la société, le Conseil d'Administration nomme comme administrateurs-délégués de la société, Messieurs Michael Nauheimer et Johannes Verharen, avec le droit de signature individuelle pour la gestion journalière.

Luxembourg, le 15 juillet 2014.

FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Référence de publication: 2014104046/31.

(140123937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Ramirez Electro S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4384 Ehlerange, Zone Industrielle Z.A.R.E. Ouest.
R.C.S. Luxembourg B 43.508.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES
B.P. 1832 L-1018 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2014106060/12.

(140126807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Prestige Fenêtres S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8059 Bertrange, 3, Grevelsbarrière.
R.C.S. Luxembourg B 158.816.

L'an deux mille quatorze, le vingt-six juin.

Pardevant Maître Frank MOLITOR, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

A comparu:

- Antonio VIEIRA LOPES, salarié, né à Luxembourg, le 16 février 1977, demeurant à L-5460 Trintange, 15, rue des vignes,

seul associé de la société à responsabilité limitée PRESTIGE FENETRES SARL avec siège social à L-5460 Trintange, 15, rue des Vignes, inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 158 816, constituée suivant acte du notaire Tom METZLER de Luxembourg, en date du 1^{er} février 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Numéro 890 du 4 mai 2011, modifiée suivant Assemblée générale extraordinaire sous seing privé du 12 mai 2011, publié au dit Mémorial C, Numéro 1572 du 14 juillet 2011.

Le comparant, agissant en sa qualité de seul associé, se réunit en assemblée générale extraordinaire à laquelle il se considère dûment convoqué, et prend, sur ordre du jour conforme et à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

Il transfère le siège social de Trintange à Bertrange.

Deuxième résolution

Il modifie le premier alinéa de l'article 2 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 2.** Le siège social est établi dans la commune de Bertrange.

..."

Troisième résolution

Il fixe l'adresse de la Société à L-8059 Bertrange, 3, Grevelsbarrière.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la séance est levée.

Déclaration

L'associé déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le bénéficiaire réel de la société faisant l'objet des présentes et certifie que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Vieira Lopes et Molitor

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 1^{er} juillet 2014. Relation LAC/2014/30344. Reçu soixante-quinze euros 75.-

Le Receveur ff. (signé): Frising.

Référence de publication: 2014104363/39.

(140124917) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Chrysaor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 153.285.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un Mandataire

Référence de publication: 2014104734/10.

(140125789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

**Oppidum Business Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Quetzal Entrepreneur Office S.à r.l.).**

Siège social: L-2621 Luxembourg, 4, Montée des Tilleuls.
R.C.S. Luxembourg B 94.722.

L'an deux mille quatorze, le septième jour de juillet.

Pardevant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven.

A comparu:

La société anonyme de droit luxembourgeois FINANCIERE QUETZAL S.A. avec siège social à L-2621 Luxembourg, 4 Montée des Tilleuls, inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 90.526, représentée par Madame Elodie Casadei, employée, demeurant professionnellement à L-2621 Luxembourg, 4 Montée des Tilleuls, suivant une procuration délivrée sous seing privé, laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités du timbre et de l'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme dit ci-avant, déclare être l'unique associé de la société à responsabilité limitée QUETZAL ENTREPRENEUR OFFICE S.à r.l., avec siège social à L-2621 Luxembourg, 4 Montée des Tilleuls, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous la section B et le numéro 94.722, constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Alphonse Lentz, alors notaire de résidence à Remich, Grand-Duché de Luxembourg en date du 10 juillet 2003, publié au Mémorial, Recueil C numéro 858 du 21 août 2003, (la «Société»).

L'associé unique a prié le notaire instrumentant d'acter la résolution suivante:

Première et unique résolution

L'associé unique décide de modifier la dénomination de la Société de «QUETZAL ENTREPRENEUR OFFICE S.à r.l.» en «OPPIDUM BUSINESS PARTNERS S.à r.l.» et en conséquence modification de l'article 3 des statuts comme suit:

« **Art. 3.** Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination de 'OPPIDUM BUSINESS PARTNERS S.à r.l.' ».

Frais

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de mille cent euros (EUR 1.100,-).

Pouvoirs

Les comparant donne pouvoir à tous clerks et employés de l'Étude du notaire soussigné, à l'effet de faire dresser et signer tous actes rectificatifs éventuels des présentes.

DONT ACTE, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparant, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé avec Nous, Notaire, le présent acte.

Signé: Elodie Casadei, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 10 juillet 2014. LAC / 2014 / 32371. Reçu 75.-€

Le Receveur (signé): Irène Thill.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 16 juillet 2014.

Référence de publication: 2014104377/42.

(140124356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

ANO SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 4, rue Jean-Pierre Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 140.858.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014106342/9.

(140127590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

ARISECOM Global Intermediation & Trading S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1272 Luxembourg, 68, rue de Bourgogne.

R.C.S. Luxembourg B 169.637.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014106348/9.

(140127486) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Rk Funding, Société Anonyme.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 4, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 188.048.

RECTIFICATIF

Le soussigné Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), déclare par les présentes que dans la constitution reçu par son ministère pour compte de la société anonyme "RK Funding", établie et ayant son siège social à L-1466 Luxembourg, 4, rue Jean Engling, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 188048, en date du 13 juin 2014, enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 17 juin 2014, relation: LAC/2014/27978, déposé en date du 27 juin 2014 au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la référence L140106853, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations,

il y a lieu de procéder à la rectification suivante suite à une erreur matérielle:

IL Y LIEU DE LIRE (dans la française):

Administrateurs de Classe B

- Madame Maria TKACHENKO, née à Moscou (Russie), le 3 mai 1974, ayant son adresse professionnelle au 4, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg,

- Monsieur Mikhail KISELEV, né le 21 décembre 1971 à Moscou (Russie), résidant professionnellement au 4 rue Jean Engling, L-1466, Luxembourg.;

(...)

AU LIEU DE:

Administrateurs de Classe B

- Madame Maria TKACHENKO, née à Moscou (Russie), le 3 mai 1974, ayant son adresse professionnelle au 4, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg.

- Monsieur Mikhail KISELEV, né le 21 décembre 1971 à Moscou (Russie), résidant professionnellement au 31, Novinsky blvd, Mouscou, 123242, Russie;

(...)

Le notaire soussigné requiert la mention de cette rectification partout où cela s'avère nécessaire

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 15 juillet 2014. Relation: LAC/2014/33060. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Releveur (signé): Conny SCHUMACHER.

Luxembourg, le 11 juillet 2014.

Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2014104397/36.

(140124281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Biogene Agrobusiness S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2172 Luxembourg, 29, rue Alphonse Munchen.

R.C.S. Luxembourg B 132.458.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014104695/10.

(140125149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Biogros S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 13, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 40.346.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014104697/10.

(140125383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

CREI Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 177.990.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CREI Investment Sarl

United International Management S.A.

Référence de publication: 2014104784/11.

(140125705) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

DI SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 11, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 135.830.

Die Generalversammlung der Aktionäre hat entschieden, das Mandat der Prüfungsbeauftragten der Geschäftsbuchführung an die Firma Ernst & Young S.A., rue Gabriel Lippmann 7, 5365 Munsbach (RCS: B47 771) bis zur Hauptversammlung im Jahre 2015 zu vergeben.

Luxembourg, den 03.07.2014.

Référence de publication: 2014104807/11.

(140125085) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

J. Chahine Capital, Société Anonyme.**Capital social: EUR 850.000,00.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 10-12, boulevard Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 100.623.

Madame Agathe Chahine administrateur de la société J. Chahine Capital ayant son siège social au 10 - 12, boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg et inscrite au R.C.S. Luxembourg Section B 100.623, demeure au 299, avenue de Ter-vueren boîte 6 - B-1150 Woluwe-Saint-Pierre, Belgique,

Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Référence de publication: 2014105835/12.

(140126745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 juillet 2014.

Dorian S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 31.581.

Par la présente je résilie, avec effet immédiat, le contrat de domiciliation 55, avenue de la Liberté L-1931 LUXEMBOURG conclu avec votre société.

L-1931 LUXEMBOURG, le 15 juillet 2014.

Maître Jean-Paul GLAUDEN.

Référence de publication: 2014104813/9.

(140125346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

**Bison Invest S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,
(anc. Bison Invest S.A. SPF).**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 117, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 166.160.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Référence de publication: 2014104699/10.

(140125935) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Boreales Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 167.626.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014104700/10.

(140126001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

BRE/French Hotel Holding I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 121.165.

Les comptes annuels consolidés au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014104705/10.

(140125004) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Dafofin Two S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1468 Luxembourg, 16, rue Erasme.

R.C.S. Luxembourg B 77.979.

La Société a été constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 28 juin 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 544 du 29 juillet 2000.

Les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DAFOFIN TWO S.A.

Signature

Référence de publication: 2014107482/15.

(140128663) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

BRE/Management Asia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 151.601.

Les comptes annuels de la société BRE/Management Asia S.A. au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014104706/10.

(140124974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

BRE/Management 4 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 151.599.

Les comptes annuels de la société BRE/Management 4 S.A. au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014104707/10.

(140124943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Immocap S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 79.580.

Par décision du Conseil d'Administration tenu en date du 15 juillet 2014, Monsieur Geoffrey HUPKENS, domicilié professionnellement au 42, Rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, a été coopté en remplacement de Madame Christine RACOT, démissionnaire.

Son mandat s'achèvera à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2017.

Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Pour: *IMOOCAP S.A.*

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2014106756/16.

(140127874) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Delta Spain S.à r.l., SICAR, Société à responsabilité limitée sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 116.321.

Il résulte du procès-verbal du 20 juin 2014 que le Conseil de Gérance de la société a pris entre autres la résolution suivante:

Le conseil de gérance prend acte et accepte la démission de Monsieur Davide MURARI, en sa qualité de gérant de catégorie B et décide de nommer en remplacement, avec effet immédiat Monsieur Giovanni PATRI, né à Lobbes (Belgique) le 18.08.1975, demeurant professionnellement au 30 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, en qualité de gérant de catégorie B de la société, sous réserve d'acceptation de la Commission de Surveillance du Secteur Financier.

En conformité avec la loi, l'Assemblée Générale des Actionnaires procédera, lors de sa prochaine réunion, à la nomination définitive.

Le mandat ainsi conféré du nouveau gérant prendra fin lors de l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014107462/18.

(140129012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Infront Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 177.816.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014106741/9.

(140127489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

IF-Fund Services, Société Anonyme.

Siège social: L-2529 Howald, 45, rue des Scillas.
R.C.S. Luxembourg B 180.355.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014106752/10.

(140126843) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Island Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9970 Leithum, 3, Wirwelt.
R.C.S. Luxembourg B 79.111.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Island Fund S.A.

Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2014106745/11.

(140126897) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

ION Investment Corporation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 42.812.500,00.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.
R.C.S. Luxembourg B 159.792.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 18 juillet 2014

Conseil de gérance

En date du 18 juillet 2014, l'associé unique a décidé de nommer à la fonction de gérant de catégorie A, avec effet au 18 juillet 2014, et pour une durée indéterminée:

- M. Ciaran McGloin, né le 15 avril 1970 à Sligo, Irlande, demeurant professionnellement au 68, Cois Inbhir, Donabate, Dublin 1, Irlande,

En conséquence de quoi, le conseil de gérance de la Société se compose dorénavant comme suit:

- M. Aram John Hoare, gérant de catégorie A;
- M. Conor Clinch, gérant de catégorie A;
- M. Ciaran McGloin, gérant de catégorie A;
- M. Jean-Marc Faber, gérant de catégorie B;
- M. Christophe Mouton, gérant de catégorie B; et
- M. Manuel Bordignon, gérant de catégorie B.

Pour extrait, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ION INVESTMENT CORPORATION S.à r.l.

Un Mandataire

Référence de publication: 2014106776/24.

(140127757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Dux S.A. Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 73.918.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014104816/9.

(140125585) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Bridgepoint Europe II Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 79.098.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014104708/10.

(140126000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Ai Mediq S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 155.029.

Lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 juin 2014, les décisions prises par le conseil d'administration en date du 21 janvier 2014 sont ratifiées:

Le mandat d'administrateur de Monsieur Jean Wagener est confirmé et prolongé jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en l'an 2015.

Le transfert du siège social de L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, vers L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle, est confirmé.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 juillet 2014.

G.T. Experts Comptables S.à r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2014108106/17.

(140129618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Inmet Panama I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 107.525.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 168.740.

EXTRAIT

La Société a pris acte du changement de nom de l'associé de «FQM (Akubra) Inc.» en «1006197 B.C. LTD» en date du 24 juin 2014.

Par ailleurs, il résulte de la fusion entre l'associé de la Société, 1006197 B.C. LTD et FIRST QUANTUM MINERALS Ltd, que la société FIRST QUANTUM MINERALS Ltd, ayant son siège au 8th Floor, 543 Granville Street Vancouver BC V6C 1X8 Canada, enregistrée auprès du Canada Business Corporation Acts sous le numéro BC 1006807, issue de cette fusion devient l'associé unique de la Société et détient désormais 107.525 parts sociales ordinaires dans la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Référence de publication: 2014106765/18.

(140127796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Dux S.A. Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 73.918.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014104817/9.

(140125586) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

C&M Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4965 Clemency, 20, rue de Sélange.
R.C.S. Luxembourg B 79.659.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014104719/10.

(140125313) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Ceres Finance (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 95.244.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2014104728/10.

(140124920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Citex S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4638 Differdange, 12, rue Nicolas Kremer.
R.C.S. Luxembourg B 138.356.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Citex S. à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014106468/12.

(140126847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Consavia S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 139.300.

Hiermit kündige ich den mit der CONSAVIA S.A. (R.C.S. Luxembourg B139300) am 01.03.2012 geschlossenen Do-
mizilierungsvertrag mit sofortiger Wirkung.

Ab dem 22.07.2014 hat die Gesellschaft somit nicht mehr ihren Sitz unter der Adresse:

11a, boulevard Joseph II, L - 1840 Luxembourg

Luxembourg, den 22/07/2014.

Unterschrift

Rechtsanwalt

Référence de publication: 2014106486/13.

(140128028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juillet 2014.

Société Civile Immobilière Plathéa, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-5235 Beidweiler, 3, rue de l'Ecole.

R.C.S. Luxembourg E 5.396.

L'an deux mille quatorze, le 13 juin,

Les soussignées,

1) Madame Annick Suzanne Théa WEIDERT, expert-comptable, née à Luxembourg le 5 février 1979 (matricule n° 1979 02 05 165), demeurant à L-6169 Eschweiler (Junglinster), 2, rue de l'école Annick Weidert,

2) Madame Danielle Catherine Edith WEIDERT, architecte, née à Luxembourg le 19 mai 1975 (matricule n° 1975 05 19 043), demeurant à L-6169 Eschweiler (Junglinster), 1 A, rue Hueswee,

ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une Société Civile Immobilière qu'ils vont constituer entre eux.

Titre 1^{er} . - Objet, dénomination, durée, siège

Art. 1^{er} . La Société a pour objet l'acquisition d'un ou de plusieurs immeubles, leur mise en valeur par travaux d'aménagement et/ou de transformation éventuelle, leur location et gestion, sans préjudice de toutes autres activités nécessaires ou utiles susceptibles de favoriser soit directement, soit indirectement, la réalisation de cet objet.

Art. 2. La Société prend la dénomination de «Société civile immobilière Plathéa».

Art. 3. La Société est constituée pour une durée de trente années à partir de ce jour.

Art. 4. Le siège social est à L-6235 Beidweiler, 3, rue de l'école.

Titre 2. - Apports, capital, parts sociales

Art. 5. Le capital social est fixé à cinquante mille euros (50.000 €), divisé en cent (100) parts sociales, sans désignation de valeur nominale. Les cent parts sociales sont attribuées aux associés comme suit:

1. Madame Annick WEIDERT, prénommée, quarante parts sociales	40
divisibles en parts en usufruit et en parts en nue-propiété	
2. Madame Danielle WEIDERT, prénommée, soixante parts sociales	60
divisibles en parts en usufruit et en parts en nue-propiété	
Total: cent parts sociales	100

Ces parts ont été entièrement libérées par des apports en espèces, de sorte que la somme de cinquante mille euros (50.000 €) se trouve dès à présent à disposition de la société.

Art. 6. La cession des parts pourra s'opérer par acte authentique ou par acte sous seing privé. Elles ne pourront être cédées à des tiers non associés.

Art. 7. Les associés ont le droit de transformer leurs parts en parts en usufruit et en parts en nue-propiété et de les céder aux seuls descendants, sans l'accord de ou des autres associés (donation-partage). Les parts en usufruit conservent l'intégralité du droit de vote et les parts en nue-propiété n'auront aucun droit de vote.

Art. 8. Chaque part donne droit dans la propriété de l'actif social et dans la répartition des bénéfices à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes.

Art. 9. Dans leurs rapports respectifs, les associés sont tenus des dettes de la société, chacun dans la proportion du nombre de parts qu'il détient.

Art. 10. La Société ne sera pas dissoute par le décès d'un ou de plusieurs associés, mais continuera entre le ou les survivants et les héritiers de l'associé ou des associés décédés.

Titre III. - Administration de la société

Art. 11. La Société est gérée par un Conseil de gérance composé des deux associés prénommés Annick WEIDERT et Danielle WEIDERT. La société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe des deux membres du conseil de gérance.

Art. 12. Le Conseil peut déléguer les pouvoirs qu'il juge convenables à un ou plusieurs gérants. Ce(s) dernier(s) représentera (ont) la Société vis-à-vis des tiers et toutes les administrations. Il(s) arrête(nt) les états de situation des comptes qui doivent être soumis à l'Assemblée Générale des associés.

Contrat subséquent

Titre IV. - Assemblée générale, année sociale

Art. 13. Les associés peuvent se réunir en assemblée générale suivant les besoins de la société et en fonction des décisions à prendre. Toutes modifications statutaires sont à décider à l'unanimité.

Art. 14. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.
Le premier exercice commence avec la date de la constitution et finit le 31 décembre 2014.

Titre V. - Dissolution, liquidation

Art. 15. A l'expiration ou en cas de dissolution anticipée de la société, l'assemblée générale conserve pendant la liquidation les mêmes attributions que durant le cours de la société. Elle nommera un liquidateur avec détermination de ses pouvoirs.

Art. 16. Le produit net en cas de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre des parts possédées.

Titre VI. - Disposition générale

Art. 17. Les articles 1832 à 1872 du Code Civil, ainsi que la loi du dix août 1915 et ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Réunion en assemblée générale

A l'instant les comparants se sont réunis en assemblée générale et à l'unanimité des voix, ils ont pris les résolutions suivantes:

1) Il est nommé comme gérant, Monsieur Jean Weidert, licencié en sciences économiques, né à Luxembourg le 13 avril 1946, demeurant à L-6235 Beidweiler, 3, rue de l'école. Il a les pouvoirs suivants:

- représenter la société vis-à-vis de l'administration des contributions et de l'enregistrement
- entreprendre tous les travaux de réparation et/ou de transformation en souscrivant des contrats d'ouvrage
- ouvrir un compte bancaire et effectuer des paiements

2) Il est nommé comme gérant avec pouvoirs restreints, Monsieur Patrick Lamesch, expert-comptable, né à Luxembourg le 6 avril 1981, demeurant à L-7570 Mersch, 63, rue Nicolas Welter. Il a notamment les pouvoirs suivants:

- représenter la société vis-à-vis des administrations pour les démarches d'autorisations de transformation
- établir les comptes et bilans annuels
- calculer la valeur des parts
- représenter la société vis-à-vis de l'administration des contributions
- faire les déclarations de tva et d'établir les demandes en récupération de tva

Fait à Luxembourg, le 13 juin 2014 en trois exemplaires.

Référence de publication: 2014104431/80.

(140123881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juillet 2014.

Kennametal Luxembourg Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 24.876.962,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 154.168.

In the year two thousand and fourteen, on the eighteenth day of June,
Before US Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

- KENNAMETAL HOLDINGS, LLC LUXEMBOURG S.C.S., a corporate limited partnership ("société en commandite simple") duly incorporated and validly existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 23, rue des Bruyères, L-1274 Howald, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 178.217 (the "Sole Shareholder"),

here represented by Mr. Regis Galiotto, notary's clerk, with professional address at 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given by the Sole Shareholder on June 16, 2014.

Said proxy signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing person and the undersigned notary will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing person, represented by its proxy holder, has requested the notary to state as follows:

I. That KENNAMETAL HOLDINGS, LLC LUXEMBOURG S.C.S., aforementioned, is the sole shareholder of a private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing in Luxembourg under the name of KENNAMETAL LUXEMBOURG HOLDING S.À R.L., having its registered office at 43, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under number B 154.168 and incorporated by a deed of the undersigned notary, on June 15, 2010, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1670 dated August 17, 2010 and

amended for the last time by a deed of the undersigned notary on June 27, 2011, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2206 dated September 20, 2011 (the "Company").

II. That the Company's share capital amounts to twenty-four million eight hundred seventy-six thousand nine hundred sixty-two US Dollars (USD 24,876,962) represented by seven million eleven thousand four hundred forty five (7,011,445) Series 1 shares without designation of a par value, by two million two hundred nineteen thousand two hundred sixty-nine (2,219,269) Series 2 shares without designation of a par value, by one million seven hundred forty-six thousand one hundred thirty-eight (1,746,138) Series 3 shares without designation of a par value and by thirteen million nine hundred thousand one hundred ten (13,900,110) Series 4 shares without designation of a par value, all fully subscribed and entirely paid up.

III. That the Agenda of the meeting is the following:

1. Decrease of the share capital of the Company by an amount of two millions four hundred forty-seven thousand two hundred seventy-nine US Dollars (USD 2,447,279) in order to decrease it from its present amount of twenty-four millions eight hundred seventy-six thousand nine hundred sixty-two US Dollars (USD 24,876,962) to twenty-two millions four hundred twenty-nine thousand six hundred eighty-three US Dollars (USD 22,429,683) by the cancellation and reimbursement of two millions two hundred nineteen thousand two hundred sixty-nine (2,219,269) Series 2 shares without designation of a par value and two hundred twenty-eight thousand ten (228,010) Series 3 shares without designation of a par value;

2. Subsequent amendment of the first paragraph of Article 6.1 of the articles of association of the Company to give it the following content:

“ **Art. 6.1.** The share capital amounts to twenty-two millions four hundred twenty-nine thousand six hundred eighty-three US Dollars (USD 22,429,683) represented by seven million eleven thousand four hundred forty-five (7,011,445) Series 1 shares without designation of a par value and by one million five hundred eighteen thousand one hundred twenty-eight (1,518,128) Series 3 shares without designation of a par value and by thirteen million nine hundred thousand one hundred ten (13,900,110) Series 4 shares without designation of a par value all fully subscribed and entirely paid up.”

3. Miscellaneous.

IV. That, on the basis of this Agenda, the Sole Shareholder takes the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to decrease the Company's share capital by two millions four hundred forty-seven thousand two hundred seventy-nine US Dollars (USD 2,447,279) from its present amount of twenty-four millions eight hundred seventy-six thousand nine hundred sixty-two US Dollars (USD 24,876,962) to twenty-two millions four hundred twenty-nine thousand six hundred eighty-three US Dollars (USD 22,429,683) by the cancellation and reimbursement of all the two millions two hundred nineteen thousand two hundred sixty-nine (2,219,269) Series 2 shares and two hundred twenty-eight thousand ten (228,010) Series 3 shares for an aggregate accounting par value of two millions four hundred forty-seven thousand two hundred seventy-nine US Dollars (USD 2,447,279).

Second resolution

Further to the above resolution, the Sole Shareholder resolves to amend Article 6 paragraph 1 of the Company's articles of association, which shall henceforth read as follows:

“ **Art. 6.1.** The share capital amounts to twenty-two millions four hundred twenty-nine thousand six hundred eighty-three US Dollars (USD 22,429,683) represented by seven million eleven thousand four hundred forty-five (7,011,445) Series 1 shares without designation of a par value and by one million five hundred eighteen thousand one hundred twenty-eight (1,518,128) Series 3 shares without designation of a par value and by thirteen million nine hundred thousand one hundred ten (13,900,110) Series 4 shares without designation of a par value all fully subscribed and entirely paid up.”

There being no further business, the meeting is terminated.

Costs

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne to the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand eight hundred Euros (1,800.- EUR).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a German translation and in case of discrepancies between the English and the German text, the English version will be binding.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, the proxyholder of the appearing person signed together with the notary the present deed.

Es folgt die Deutsche Übersetzung des Vorgehenden Textes:

Im Jahre zweitausendvierzehn, am achtzehnten Juni.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

IST ERSCHIENEN:

- KENNAMETAL HOLDINGS, LLC LUXEMBOURG S.C.S., eine Personengesellschaft, gegründet und bestehend nach den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, mit Gesellschaftssitz in 23, rue des Bruyères, L-1274 Howald, Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) unter Nummer B 178.217 (die „Alleinige Gesellschafterin“),

hier vertreten durch Herrn Regis Galiotto, Notarsekretär, geschäftsansässig in 101, rue Cents, L-1319 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, aufgrund einer durch die Alleinige Gesellschafterin am 16. Juni 2014 erteilten privatschriftlichen Vollmacht.

Vorgenannte Vollmacht bleibt, nach „ne varietur“ Unterzeichnung durch den Vertreter der Erschienenen und den amtierenden Notar, vorliegender Urkunde beigefügt um mit derselben registriert zu werden.

Die Erschienene, repräsentiert durch ihren Vertreter, ersuchte den unterzeichneten Notar wie folgt zu beurkunden:

I. Dass KENNAMETAL HOLDINGS, LLC LUXEMBOURG S.C.S., zuvor benannt, die Alleinige Gesellschafterin der Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) ist, welche in Luxemburg unter dem Namen KENNAMETAL LUXEMBOURG HOLDING S.À R.L. existiert, mit Gesellschaftssitz in 43, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter Nummer B 154.168 und gegründet am 15. Juni 2010 durch eine Urkunde des unterzeichneten Notars, welche im Mémorial C, Spezialregister der Gesellschaften und Vereine, Nummer 1670 am 17. August 2010 veröffentlicht wurde und die am 27. Juni 2011 durch eine weitere Urkunde des unterzeichneten Notars geändert wurde, welche im Mémorial C, Spezialregister der Gesellschaften und Vereine, Nummer 2206 am 20. September 2011 veröffentlicht wurde (die „Gesellschaft“).

II. Dass das Kapital der Gesellschaft vierundzwanzig Millionen achthundertsechundsiebzigttausend neuhundertzweiundsechzig Amerikanische Dollar (USD 24.876.962) beträgt, repräsentiert durch sieben Millionen elftausend vierhundertfünfundvierzig (7.011.445) Serie 1 Anteile ohne Nennwert, durch zwei Millionen zweihundertneunzehntausend zweihundertneunundsechzig (2.219.269) Serie 2 Anteile ohne Nennwert, durch eine Million siebenhundertsechundvierzigtausend einhundertachtunddreißig (1.746.138) Serie 3 Anteile ohne Nennwert und durch dreizehn Millionen neuhunderttausend einhundertzehn (13.900.110) Serie 4 Anteile ohne Nennwert, alle vollständig gezeichnet und gänzlich eingezahlt.

III. Die Tagesordnung der Versammlung ist wie folgt:

1. Erwägung der Reduzierung des Gesellschaftskapitals um zwei Millionen vierhundertsevenundvierzigtausend zweihundertneunundsiebzig Amerikanische Dollar (USD 2.447.279) vom jetzigen Betrag von vierundzwanzig Millionen achthundertsechundsiebzigttausend neuhundertzweiundsechzig Amerikanische Dollar (USD 24.876.962) auf zweiundzwanzig Millionen vierhundertneunundzwanzigttausend sechshundertdreiundachtzig Amerikanische Dollar (USD 22.429.683) durch die Löschung von zwei Millionen zweihundertneunzehntausend zweihundertneunundsechzig (2.219.269) Serie 2 Anteilen ohne Nennwert und zweihundertachtundzwanzigttausend und zehn (228.010) Serie 3 Anteile ohne Nennwert;

2. Erwägung der anschließenden Anpassung von Artikel 6 Absatz 1 der Gesellschaftsstatuten, um ihm den folgenden Wortlaut zu geben:

„ **Art. 6.1.** Das Gesellschaftskapital beträgt zweiundzwanzig Millionen vierhundertneunundzwanzigttausend sechshundertdreiundachtzig Amerikanische Dollar (USD 22.429.683), eingeteilt in sieben Millionen elftausend vierhundertfünfundvierzig (7.011.445) Serie 1 Anteile ohne Nennwert, eine Million fünfhundertachtzehntausend einhundertachtundzwanzig (1.518.128) Serie 3 Anteile ohne Nennwert und in dreizehn Millionen neuhunderttausend einhundertzehn (13.900.110) Serie 4 Anteile ohne Nennwert, alle vollständig gezeichnet und gänzlich eingezahlt.“

3. Verschiedenes.

IV. Anhand dieser Tagesordnung fasst die Alleinige Gesellschafterin die folgenden Beschlüsse:

Erster Beschluss

1. Die Alleinige Gesellschafterin beschließt, das Gesellschaftskapital um zwei Millionen vierhundertsevenundvierzigtausend zweihundertneunundsiebzig Amerikanische Dollar (USD 2.447.279) von seinem derzeitigen Betrag von vierundzwanzig Millionen achthundertsechundsiebzigttausend neuhundertzweiundsechzig Amerikanische Dollar (USD 24.876.962) auf zweiundzwanzig Millionen vierhundertneunundzwanzigttausend sechshundertdreiundachtzig Amerikanische Dollar (USD 22.429.683) zu reduzieren durch die Löschung und Rückzahlung von zwei Millionen zweihundertneunzehntausend zweihundertneunundsechzig (2.219.269) Serie 2 Anteilen und zweihundertachtundzwanzigttausend und zehn (228.010) Serie 3 Anteile mit einem Buchwert von zwei Millionen vierhundertsevenundvierzigtausend zweihundertneunundsiebzig Amerikanischen Dollar (USD 2.447.279).

Zweiter Beschluss

Entsprechend des obigen Beschlusses, beschließt die Alleinige Gesellschafterin des Weiteren Artikel 6 Absatz 1 der Gesellschaftsstatuten anzupassen, so dass er von nun an wie folgt lautet:

„ **Art. 6.1.** Das Gesellschaftskapital beträgt zweiundzwanzig Millionen vierhundertneunundzwanzigtausend sechshundertdreiundachtzig Amerikanische Dollar (USD 22.429.683), eingeteilt in sieben Millionen elftausend vierhundertfünfundvierzig (7.011.445) Serie 1 Anteile ohne Nennwert, eine Million fünfhundertachtzehntausend einhundertachtundzwanzig (1.518.128) Serie 3 Anteile ohne Nennwert und in dreizehn Millionen neunhunderttausendeinhundertzehn (13.900.110) Serie 4 Anteile ohne Nennwert, alle vollständig gezeichnet und gänzlich eingezahlt.“

Da keine weiteren Angelegenheiten abzuhandeln sind, wird die Versammlung geschlossen.

Kosten

Die Kosten, Ausgaben, Honorare und Gebühren jeglicher Form, die von der Gesellschaft im Zusammenhang mit der vorliegenden Urkunde zu tragen sind, werden auf einen Betrag von ungefähr ein tausend achthundert Euro (EUR 1.800,-) geschätzt.

Der unterzeichnete Notar, der der deutschen und englischen Sprache mächtig ist, erklärt, dass auf Antrag der Erschienenen die gegenwärtige Urkunde in englischer Sprache verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung und dass im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text die englische Version bindend ist.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, an dem eingangs genannten Datum in Luxemburg errichtet.

Nachdem die Urkunde dem Vertreter der Erschienenen vorgelesen wurde, hat dieser gemeinsam mit dem Notar diese Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: R. GALIOTTO und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27 juin 2014. Relation: LAC/2014/29682. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 16. Juli 2014.

Référence de publication: 2014107672/160.

(140128186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

EB8 Fund S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 124.219.

Les comptes annuels au 30 Juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014104838/9.

(140125233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juillet 2014.

Lafayette Holdings Management S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 186.223.

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND FOURTEEN,
ON THE SEVENTEETH DAY OF THE MONTH OF JULY.

Before Maître Cosita DELVAUX, notary, residing in Redange-sur-Attert, Grand-Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Mr Manuel MOUGET, employee, professionally residing in Luxembourg, acting as delegate of the board of directors (conseil de gérance) (the “Delegate”) of Lafayette Holdings S.à r.l. acting as unlimited shareholder and manager (the “Manager”) of Lafayette Holdings Management S.C.A. (the “Company”), pursuant to a decision by the Manager dated 15 May 2014 (a copy of which signed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary is attached to this deed).

The Company, a société en commandite par actions with registered office at 20 avenue Monterey L-2163 Luxembourg and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 186223 has been incorporated by deed of Me Cosita Delvaux, notary residing in Redange-Sur-Attert, dated 10 April 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the “Mémorial”) dated 21 June 2014, number 1610.

The articles of incorporation (the “Articles”) have been amended for the last time on 3rd June 2014 by deed of Maître Cosita Delvaux, not yet published in the Mémorial.

The appearing party, acting in his capacity as aforementioned, requested the notary to record his declarations as follows:

(I) Article six of the Articles of the Company provides as follows:

" Art. 6. Authorised Share Capital.

6.1 The authorised unissued share capital of the Company is set at two hundred thirty-eight thousand five hundred sixty Euro (EUR 238,560) which shall be represented by Shares to be issued as follows:

- two million three hundred eighty-five thousand six hundred (2,385,600) Class A Ordinary Shares;
 - two million three hundred eighty-five thousand six hundred (2,385,600) Class B Ordinary Shares;
 - two million three hundred eighty-five thousand six hundred (2,385,600) Class C Ordinary Shares;
 - two million three hundred eighty-five thousand six hundred (2,385,600) Class D Ordinary Shares;
 - two million three hundred eighty-five thousand six hundred (2,385,600) Class E Ordinary Shares;
 - two million three hundred eighty-five thousand six hundred (2,385,600) Class F Ordinary Shares;
 - two million three hundred eighty-five thousand six hundred (2,385,600) Class G Ordinary Shares;
 - two million three hundred eighty-five thousand six hundred (2,385,600) Class H Ordinary Shares;
 - two million three hundred eighty-five thousand six hundred (2,385,600) Class I Ordinary Shares;
 - two million three hundred eighty-five thousand six hundred (2,385,600) Class J Ordinary Shares;
- each having a nominal value of one cent (EUR 0.01).

6.2 The Manager may, until the fifth anniversary of the publication of the deed of incorporation of the Company, increase the share capital by the issue of new Ordinary Shares in one or several tranches within the authorised unissued share capital. Such Ordinary Shares may be issued with or without share premium, against a payment in cash or in kind, as well as by incorporation of profits carried forward, available reserves or share premium.

6.3 The Manager is specifically authorised to proceed with such issues without granting any preferential subscription right to the existing Limited Shareholders."

(II) On the basis of the powers granted to the Delegate as set out under (I) above, further to the aforementioned resolution of the Manager, the Company has on 15 July 2014 issued,

- one million eight hundred sixty-six thousand one hundred twenty-eight (1,866,128) Class A Ordinary Shares;
- one million eight hundred sixty-six thousand one hundred twenty-eight (1,866,128) Class B Ordinary Shares;
- one million eight hundred sixty-six thousand one hundred twenty-eight (1,866,128) Class C Ordinary Shares;
- one million eight hundred sixty-six thousand one hundred twenty-eight (1,866,128) Class D Ordinary Shares;
- one million eight hundred sixty-six thousand one hundred twenty-eight (1,866,128) Class E Ordinary Shares;
- one million eight hundred sixty-six thousand one hundred twenty-eight (1,866,128) Class F Ordinary Shares;
- one million eight hundred sixty-six thousand one hundred twenty-eight (1,866,128) Class G Ordinary Shares;
- one million eight hundred sixty-six thousand one hundred twenty-eight (1,866,128) Class H Ordinary Shares;
- one million eight hundred sixty-six thousand one hundred twenty-eight (1,866,128) Class I Ordinary Shares; and
- one million eight hundred sixty-six thousand one hundred twenty-eight (1,866,128) Class J Ordinary Shares;

each of nominal value of one cent (EUR 0.01), for a total issue price of four million six hundred sixty-five thousand three hundred twenty Euro (EUR 4,665,320), one hundred eighty-six thousand six hundred twelve Euro and eighty cents (EUR 186,612.80) being allocated to the share capital of the Company, and four million four hundred seventy-eight thousand seven hundred and seven Euro twenty cents (EUR 4,478,707.20)(the "Contribution in Cash") being allocated to the share premium account of the Company.

Evidence of the Contribution in Cash has been provided to the undersigned notary.

(III) Subsequent to the above, the issued share capital of the Company has been increased to a total amount of two hundred seventy-nine thousand fifty-three Euro and eighty cents (EUR 279,053.80) represented by twenty-seven million nine hundred five thousand three hundred eighty (27,905,380) shares, each with a nominal value of one cent (EUR 0.01), divided into:

- three million one hundred thousand (3,100,000) Management Shares;
- two million four hundred eighty thousand five hundred thirty-eight (2,480,538) Class A Ordinary Shares;
- two million four hundred eighty thousand five hundred thirty-eight (2,480,538) Class B Ordinary Shares;
- two million four hundred eighty thousand five hundred thirty-eight (2,480,538) Class C Ordinary Shares;
- two million four hundred eighty thousand five hundred thirty-eight (2,480,538) Class D Ordinary Shares;
- two million four hundred eighty thousand five hundred thirty-eight (2,480,538) Class E Ordinary Shares;
- two million four hundred eighty thousand five hundred thirty-eight (2,480,538) Class F Ordinary Shares;
- two million four hundred eighty thousand five hundred thirty-eight (2,480,538) Class G Ordinary Shares;
- two million four hundred eighty thousand five hundred thirty-eight (2,480,538) Class H Ordinary Shares;
- two million four hundred eighty thousand five hundred thirty-eight (2,480,538) Class I Ordinary Shares; and
- two million four hundred eighty thousand five hundred thirty-eight (2,480,538) Class J Ordinary Shares.

As a result of this increase of capital, respectively article 5.2 and article 6.1 of the Articles are amended so as to read as follows:

“ 5.2. The issued capital of the Company is set at two hundred seventy-nine thousand fifty-three Euro and eighty cents (EUR 279,053.80) represented by three million one hundred thousand (3,100,000) fully paid Management Shares and twenty-four million eight hundred five thousand three hundred eighty (24,805,380) fully paid Ordinary Shares, with nominal value of one cent (EUR 0.01) each, issued in ten (10) classes of Ordinary Shares ("Classes") as follows:

- two million four hundred eighty thousand five hundred thirty-eight (2,480,538) Class A Ordinary Shares;
- two million four hundred eighty thousand five hundred thirty-eight (2,480,538) Class B Ordinary Shares;
- two million four hundred eighty thousand five hundred thirty-eight (2,480,538) Class C Ordinary Shares;
- two million four hundred eighty thousand five hundred thirty-eight (2,480,538) Class D Ordinary Shares;
- two million four hundred eighty thousand five hundred thirty-eight (2,480,538) Class E Ordinary Shares;
- two million four hundred eighty thousand five hundred thirty-eight (2,480,538) Class F Ordinary Shares;
- two million four hundred eighty thousand five hundred thirty-eight (2,480,538) Class G Ordinary Shares;
- two million four hundred eighty thousand five hundred thirty-eight (2,480,538) Class H Ordinary Shares;
- two million four hundred eighty thousand five hundred thirty-eight (2,480,538) Class I Ordinary Shares; and
- two million four hundred eighty thousand five hundred thirty-eight (2,480,538) Class J Ordinary Shares.”

“ 6.1. The authorised unissued share capital of the Company is set at fiftyone thousand nine hundred forty-seven Euro and twenty cents (EUR 51,947.20) which shall be represented by Shares to be issued as follows:

- five hundred nineteen thousand four hundred seventy-two (519,472) Class A Ordinary Shares;
 - five hundred nineteen thousand four hundred seventy-two (519,472) Class B Ordinary Shares;
 - five hundred nineteen thousand four hundred seventy-two (519,472) Class C Ordinary Shares;
 - five hundred nineteen thousand four hundred seventy-two (519,472) Class D Ordinary Shares;
 - five hundred nineteen thousand four hundred seventy-two (519,472) Class E Ordinary Shares;
 - five hundred nineteen thousand four hundred seventy-two (519,472) Class F Ordinary Shares;
 - five hundred nineteen thousand four hundred seventy-two (519,472) Class G Ordinary Shares;
 - five hundred nineteen thousand four hundred seventy-two (519,472) Class H Ordinary Shares;
 - five hundred nineteen thousand four hundred seventy-two (519,472) Class I Ordinary Shares;
 - five hundred nineteen thousand four hundred seventy-two (519,472) Class J Ordinary Shares;
- each having a nominal value of one cent (EUR 0.01).”

Expenses

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at EUR 2,200.-.

The undersigned notary who understands and speaks English acknowledges that, at the request of the appearing party hereto, this deed is drafted in English, followed by a French translation; at the request of the same party, in case of discrepancies between the English and the French version, the English version shall prevail.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by name, surname, civil status and residence, said appearing person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'AN DEUX MILLE QUATORZE,

LE DIX-SEPT JUILLET.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redangesur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Monsieur Manuel MOUGET, employé, demeurant professionnellement à Luxembourg, agissant en tant que délégué du conseil de gérance (le «Délégué») de Lafayette Holdings S.à r.l. agissant en tant qu'actionnaire commandité et gérant (le «Gérant») de Lafayette Holdings Management S.C.A. (la «Société»), en vertu d'une décision du Gérant datée du 15 mai 2014 (dont une copie signée ne varietur par la personne ayant comparu ainsi que le notaire soussigné est annexée à l'acte).

La Société, une société en commandite par actions dont le siège social est situé au 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 186223, a été constituée le 10 avril 2014 par acte de Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») du 21 juin 2014, numéro 1610.

Les statuts (les «Statuts») ont été modifiés pour la dernière fois le 3 juin 2014 par acte de Maître Cosita Delvaux, non encore publié au Mémorial.

La partie comparante, agissant ès-qualités, a requis le notaire d'acter ses déclarations comme suit:

(I) L'article six des Statuts de la Société a la teneur suivante:

" Art. 6. Capital social autorisé.

6.1. Le capital social autorisé non émis de la Société est fixé à deux-cent-trente-huit-mille-cinq-cent-soixante euros (238.560 EUR) représenté par des Actions à émettre comme suit:

- deux millions trois-cent-quatre-vingt-cinq-mille-six-cents (2.385.600) Actions de Commanditaire de Classe A;
 - deux millions trois-cent-quatre-vingt-cinq-mille-six-cents (2.385.600) Actions de Commanditaire de Classe B;
 - deux millions trois-cent-quatre-vingt-cinq-mille-six-cents (2.385.600) Actions de Commanditaire de Classe C;
 - deux millions trois-cent-quatre-vingt-cinq-mille-six-cents (2.385.600) Actions de Commanditaire de Classe D;
 - deux millions trois-cent-quatre-vingt-cinq-mille-six-cents (2.385.600) Actions de Commanditaire de Classe E;
 - deux millions trois-cent-quatre-vingt-cinq-mille-six-cents (2.385.600) Actions de Commanditaire de Classe F;
 - deux millions trois-cent-quatre-vingt-cinq-mille-six-cents (2.385.600) Actions de Commanditaire de Classe G;
 - deux millions trois-cent-quatre-vingt-cinq-mille-six-cents (2.385.600) Actions de Commanditaire de Classe H;
 - deux millions trois-cent-quatre-vingt-cinq-mille-six-cents (2.385.600) Actions de Commanditaire de Classe I;
 - deux millions trois-cent-quatre-vingt-cinq-mille-six-cents (2.385.600) Actions de Commanditaire de Classe J;
- d'une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01 EUR) chacune.

6.2. Le Gérant peut, jusqu'au cinquième anniversaire de la publication de l'acte de constitution de la Société, augmenter le capital social par l'émission de nouvelles Actions de Commanditaire en une ou plusieurs tranches dans les limites du capital social autorisé non émis. Ces Actions de Commanditaire peuvent être émises avec ou sans prime d'émission, moyennant un paiement en espèces ou en nature, ainsi que par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de prime d'émission.

6.3. Le Gérant est spécifiquement autorisé à procéder à ces émissions sans octroyer de droit préférentiel de souscription aux Actionnaires Commanditaires existants.»

(II) Sur la base des pouvoirs accordés au Gérant tels que stipulés au point (I) ci-dessus, suite à la décision prémentionnée du Gérant, la Société a émis le 15 juillet 2014,

- un million huit cent soixante-six mille cent vingt-huit (1.866.128) Actions de Commanditaire de Classe A;
- un million huit cent soixante-six mille cent vingt-huit (1.866.128) Actions de Commanditaire de Classe B;
- un million huit cent soixante-six mille cent vingt-huit (1.866.128) Actions de Commanditaire de Classe C;
- un million huit cent soixante-six mille cent vingt-huit (1.866.128) Actions de Commanditaire de Classe D;
- un million huit cent soixante-six mille cent vingt-huit (1.866.128) Actions de Commanditaire de Classe E;
- un million huit cent soixante-six mille cent vingt-huit (1.866.128) Actions de Commanditaire de Classe F;
- un million huit cent soixante-six mille cent vingt-huit (1.866.128) Actions de Commanditaire de Classe G;
- un million huit cent soixante-six mille cent vingt-huit (1.866.128) Actions de Commanditaire de Classe H;
- un million huit cent soixante-six mille cent vingt-huit (1.866.128) Actions de Commanditaire de Classe I;
- un million huit cent soixante-six mille cent vingt-huit (1.866.128) Actions de Commanditaire de Classe J;

d'une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01 EUR) chacune, pour un prix total de quatre millions six cent soixante-cinq mille trois cent vingt euros (4.665.320 EUR), duquel montant le montant de cent quatre-vingt-six mille six cent douze euros et quatre-vingt centimes (186.612,80 EUR) est affecté au capital social de la Société, et le montant de quatre millions quatre cent soixante-dix-huit mille sept cent sept euros vingt centimes (EUR 4.478.707,20) (l'«Apport en Numéraire») est affecté au compte de la prime d'émission de la Société.

Preuve de l'Apport en Numéraire a été donnée au notaire.

(III) En conséquence de ce qui précède, le capital social émis de la Société a été augmenté à un montant total de deux cent soixante-dix-neuf mille cinquante-trois euros et quatre-vingt centimes (279.053,80 EUR) représenté par vingt-sept millions neuf cent cinq mille trois cent quatre-vingt (27.905.380) actions, d'une valeur nominale d'un centime d'euro (EUR 0,01) chacune, divisées en:

- trois millions cent mille (3.100.000) Actions de Commandité;
- deux millions quatre cent quatre-vingt mille cinq cent trente-huit (2.480.538) Actions de Commanditaire de Classe A;
- deux millions quatre cent quatre-vingt mille cinq cent trente-huit (2.480.538) Actions de Commanditaire de Classe B;
- deux millions quatre cent quatre-vingt mille cinq cent trente-huit (2.480.538) Actions de Commanditaire de Classe C;
- deux millions quatre cent quatre-vingt mille cinq cent trente-huit (2.480.538) Actions de Commanditaire de Classe D;
- deux millions quatre cent quatre-vingt mille cinq cent trente-huit (2.480.538) Actions de Commanditaire de Classe E;

- deux millions quatre cent quatre-vingt mille cinq cent trente-huit (2.480.538) Actions de Commanditaire de Classe F;
- deux millions quatre cent quatre-vingt mille cinq cent trente-huit (2.480.538) Actions de Commanditaire de Classe G;
- deux millions quatre cent quatre-vingt mille cinq cent trente-huit (2.480.538) Actions de Commanditaire de Classe H;
- deux millions quatre cent quatre-vingt mille cinq cent trente-huit (2.480.538) Actions de Commanditaire de Classe I; et
- deux millions quatre cent quatre-vingt mille cinq cent trente-huit (2.480.538) Actions de Commanditaire de Classe J.

En raison de cette augmentation de capital, l'article 5.2 et l'article 6.1 des Statuts sont respectivement modifiés afin d'avoir la teneur suivante:

« **5.2.** Le capital émis de la Société est fixé à deux cent soixante-dix-neuf mille cinquante-trois euros et quatre-vingt centimes (279.053,80 EUR) représenté par trois millions cent mille (3.100.000) Actions de Commandité entièrement libérées et vingt-quatre millions huit cent cinq mille trois cent quatre-vingt (24.805.380) Actions de Commanditaire entièrement libérées d'une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01 EUR) chacune, émises en dix (10) classes d'Actions de Commanditaire («Classes») comme suit:

- deux millions quatre cent quatre-vingt mille cinq cent trente-huit (2.480.538) Actions de Commanditaire de Classe A;
- deux millions quatre cent quatre-vingt mille cinq cent trente-huit (2.480.538) Actions de Commanditaire de Classe B;
- deux millions quatre cent quatre-vingt mille cinq cent trente-huit (2.480.538) Actions de Commanditaire de Classe C;
- deux millions quatre cent quatre-vingt mille cinq cent trente-huit (2.480.538) Actions de Commanditaire de Classe D;
- deux millions quatre cent quatre-vingt mille cinq cent trente-huit (2.480.538) Actions de Commanditaire de Classe E;
- deux millions quatre cent quatre-vingt mille cinq cent trente-huit (2.480.538) Actions de Commanditaire de Classe F;
- deux millions quatre cent quatre-vingt mille cinq cent trente-huit (2.480.538) Actions de Commanditaire de Classe G;
- deux millions quatre cent quatre-vingt mille cinq cent trente-huit (2.480.538) Actions de Commanditaire de Classe H;
- deux millions quatre cent quatre-vingt mille cinq cent trente-huit (2.480.538) Actions de Commanditaire de Classe I; et
- deux millions quatre cent quatre-vingt mille cinq cent trente-huit (2.480.538) Actions de Commanditaire de Classe J.»

« **6.1.** Le capital social autorisé non émis de la Société est fixé à cinquante-et-un mille neuf cent quarante-sept euros et vingt centimes (51.947,20 EUR) représenté par des Actions à émettre comme suit:

- cinq cent dix-neuf mille quatre cent soixante-douze (519.472) Actions de Commanditaire de Classe A;
 - cinq cent dix-neuf mille quatre cent soixante-douze (519.472) Actions de Commanditaire de Classe B;
 - cinq cent dix-neuf mille quatre cent soixante-douze (519.472) Actions de Commanditaire de Classe C;
 - cinq cent dix-neuf mille quatre cent soixante-douze (519.472) Actions de Commanditaire de Classe D;
 - cinq cent dix-neuf mille quatre cent soixante-douze (519.472) Actions de Commanditaire de Classe E;
 - cinq cent dix-neuf mille quatre cent soixante-douze (519.472) Actions de Commanditaire de Classe F;
 - cinq cent dix-neuf mille quatre cent soixante-douze (519.472) Actions de Commanditaire de Classe G;
 - cinq cent dix-neuf mille quatre cent soixante-douze (519.472) Actions de Commanditaire de Classe H;
 - cinq cent dix-neuf mille quatre cent soixante-douze (519.472) Actions de Commanditaire de Classe I;
 - cinq cent dix-neuf mille quatre cent soixante-douze (519.472) Actions de Commanditaire de Classe J;
- d'une valeur nominale d'un centime d'euro (0,01 EUR) chacune.»

Dépenses

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit qui incomberont à la Société, sont estimés à EUR 2.200,-.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction en langue française; à la demande de la même partie, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, le prédit comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. MOUGET, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 21 juillet 2014. Relation: RED/2014/1595. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 22 juillet 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014107688/253.

(140128988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Johnson Controls Interiors Financing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 18.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 188.819.

— STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the fifteenth day of the month of July.

Before Us, Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Johnson Controls, Inc., a Wisconsin corporation, having its registered office at 5757 North Green Bay Avenue, Milwaukee, WI 53209, United States of America, State File No 1J03577,

here represented by Ms. Claudia Roukert, private employee professionally residing in Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of power of attorney established under private seal.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated hereabove, has requested the undersigned notary to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

ARTICLES OF ASSOCIATION

Art. 1. Corporate form and name. These are the articles of association (the "Articles") of a private limited liability company ("société à responsabilité limitée") whose name is Johnson Controls Interiors Financing S.à r.l. (hereafter the "Company").

The Company is incorporated under and governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law dated 10 August 1915, on commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by these Articles.

Art. 2. Corporate object.

2.1 The object of the Company is (i) the holding of participations and interests in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies, partnerships or other entities, (ii) the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and (iii) the acquisition, ownership, administration, development, management and disposal of its portfolio. The Company may enter into any agreements relating to the acquisition, subscription or management of the aforementioned instruments and the financing thereof.

2.2 The Company may borrow in any form and proceed to the issuance of bonds, debentures, notes and other instruments convertible or not, without a public offer.

2.3. The Company may grant assistance and lend funds to its subsidiaries, affiliated companies, to any other group company as well as to other entities or persons provided that the Company will not enter into any transaction which would be considered as a regulated activity without obtaining the required licence. It may also give guarantees and grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other group company as well as other entities or persons provided that the Company will not enter into any transaction which would be considered as a regulated activity without obtaining the required licence. The Company may further mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets.

2.4 The Company may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including the entry into any forward transactions as well as techniques and instruments designed to protect the Company against credit risk, currency fluctuations, interest rate fluctuations and other risks.

2.5 In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

2.6 The Company may carry out any commercial or financial operations and any transactions with respect to movable or immovable property, which directly or indirectly further or relate to its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City.

4.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of an extraordinary resolution of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

4.3 The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the sole manager (gérant) or in case of plurality of managers (gérants), by a decision of the board of managers (conseil de gérance).

4.4 In the event that the board of managers (gérants) or the sole manager (gérant) (as the case may be) should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of managers (gérants) or the sole manager (gérant) (as the case may be) of the Company.

4.5 The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 5. Capital - Shares (parts sociales).

5.1 Share Capital - share premium - reserves

5.1.1 The Company's corporate capital is fixed at eighteen thousand United States Dollars (USD 18,000) divided into eighteen thousand (18,000) ordinary shares (parts sociales ordinaires) with a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each, all fully subscribed and entirely paid up (the "Ordinary Shares").

The Company's corporate capital may also be represented by series A preferred shares (parts sociales préférentielles de série A) (the "Series A Preferred Shares"), series B preferred shares (parts sociales préférentielles de série B) (the "Series B Preferred Shares"), series C preferred shares (parts sociales préférentielles de série C) (the "Series C Preferred Shares") and series D preferred shares (parts sociales préférentielles de série D) (the "Series D Preferred Shares") with a nominal value of one United States Dollar (USD 1) each.

The Series A Preferred Shares, Series B Preferred Shares, Series C Preferred Shares and Series D Preferred Shares are hereinafter collectively referred to as the "Preferred Shares".

Series of Preferred Shares shall not be converted into any other series of Preferred Shares.

Each share confers an identical voting right and each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding.

5.1.2 Any premium paid on any share (part sociale) is allocated to a distributable reserve in accordance with the terms of this Article. The share premium may remain reserved and attached to the shares (parts sociales) of the shareholder who has contributed it and be reserved to this relevant shareholder in case of distributions, repayment or otherwise. Decisions as to the use of the share premium reserve(s) are to be taken by the shareholder(s) or the manager(s) (gérant(s)) as the case may be, subject to the Law and these Articles.

5.1.3 The Company may accept contributions without issuing shares (parts sociales) or other securities in consideration and may allocate such contributions to one or more reserves. Decisions as to the use of any such reserves are to be taken by the shareholder(s) or the manager(s) (gérant(s)) as the case may be, subject to the Law and these Articles. The reserves may, but do not need to, be allocated to the contributor.

5.2 - Changes to Share Capital

The capital may be changed at any time by a decision of the single shareholder or by decision of the general shareholders' meeting, in accordance with Article 7 of these Articles and within the limits provided for by Article 199 of the Law.

5.3 - Indivisibility of Shares (parts sociales)

Towards the Company, the Company's shares (parts sociales) are indivisible, since only one owner is admitted per share (part sociale). Co-owners, usufructuaries and bare-owners, creditors and debtors of pledged shares (parts sociales) have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

5.4 - Transfer of Shares (parts sociales)

5.4.1 In case of a single shareholder, the Company's shares (parts sociales) held by the single shareholder are freely transferable.

5.4.2 In case of plurality of shareholders, the shares (parts sociales) held by each shareholder may be transferred in compliance with the provisions of Articles 189 and 190 of the Law.

5.4.3 Notwithstanding any other provisions of these Articles, in case of transfer of shares (parts sociales), the transferring shareholder shall transfer all of his/her/its shares (parts sociales) of each class of shares (catégorie de parts sociales) or, if the transferring shareholder transfers only some of his/her/its shares (parts sociales), he/she/it shall transfer at the same time shares (parts sociales) proportionally in each class of shares (catégorie de parts sociales).

5.4.4 Shares (parts sociales) may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless shareholders representing at least three-quarters of the corporate share capital shall have agreed thereto.

5.4.5 Transfers of shares (parts sociales) must be recorded by notarial or private deed. Transfers shall not be valid vis-à-vis the Company or third parties until they shall have been notified to the Company or accepted by it in accordance with the provisions of Article 1690 of the Civil Code.

5.5 - Distribution of profit

5.5.1 An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company shall be allocated to a statutory reserve, until and as long as this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

5.5.2 Subject to the provisions contained in Article 5.1.2 of these Articles, the shareholders' meeting shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of it being understood that in respect of any distribution, such distribution shall be allocated and paid in the following order:

- the holder(s) of the Series A Preferred Shares shall be entitled to a preferential and cumulative dividend equal to 8% per annum of the nominal value of the Series A Preferred Shares;
- the holder(s) of the Series B Preferred Shares shall be entitled to a preferential and cumulative dividend equal to 8% per annum of the nominal value of the Series B Preferred Shares;
- the holder(s) of the Series C Preferred Shares shall be entitled to a preferential and cumulative dividend equal to 8% per annum of the nominal value of the Series C Preferred Shares;
- the holder(s) of the Series D Preferred Shares shall be entitled to a preferential and cumulative dividend equal to 8% per annum of the nominal value of the Series D Preferred Shares; and
- the balance shall be allocated to the holder(s) of the Ordinary Shares commensurate to their shareholding.

5.5.3 Subject to the provisions contained in Article 5.1.2 and Article 5.5.2 of these Articles, the sole manager (gérant) or the board of managers (conseil de gérance) as appropriate may decide to pay interim dividends to the shareholder(s) before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to an undistributable reserve to be established according to the Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the relevant shareholder(s).

5.6 - Redemption of Shares (parts sociales)

The Preferred Shares are issued in the form of redeemable shares.

At any time and upon not less than seven (7) business days advance written notice (unless a shorter notice is agreed between the Company and the relevant holder(s) of Preferred Shares) to be served to the relevant holder(s) of Preferred Shares, the Company may redeem in whole or in part any Series of Preferred Shares in issue, provided that there are sufficient available reserves to that effect.

Upon the redemption, the Redemption Amount will become due and payable by the Company to the holder(s) of the relevant Series of Preferred Shares pro-rata to their holding in such series.

For the avoidance of doubt the Company may discharge its payment obligation in cash, in kind or by way of set-off.

For the purposes of this Article, "Redemption Amount" shall mean an amount equal to the aggregate nominal value of the Preferred Shares repurchased plus the share premium paid in relation to such Preferred Shares, if any, plus all preferential cumulative and unpaid dividend on such Preferred Shares as of the date of redemption.

The repurchased Preferred Shares may be cancelled by decision of the single shareholder or the general shareholders' meeting, in accordance with Article 7 of these Articles.

No Preferred Shares may be cancelled if, as a result, the share capital of the Company would fall below the minimum required by the Law.

Own shares (parts sociales) will not be taken into consideration for the determination of the quorum and majority for as long as they are held by the Company.

5.7 - Share Register

All shares (parts sociales) and transfers thereof are recorded in the shareholders' register in accordance with Article 185 of the Law.

Art. 6. Management.

6.1 - Appointment and Removal

6.1.1 The Company is managed by one or several managers (gérants). If several managers (gérants) have been appointed, they will constitute a board of managers (conseil de gérance), composed of manager(s) of the category A and of manager (s) of the category B. The manager(s) (gérant(s)) need not to be shareholder(s).

6.1.2 The manager(s) (gérant(s)) is/are appointed by resolution of the shareholders.

6.1.3 A manager (gérant) may be revoked ad nutum with or without cause and replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

6.1.4 The sole manager (gérant) and each of the members of the board of managers (conseil de gérance) may be compensated for his/their services as manager (gérant) or reimbursed for their reasonable expenses upon resolution of the shareholders.

6.2 - Powers

6.2.1 All powers not expressly reserved by Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the sole manager (gérant), or in case of plurality of managers (gérants), of the board of managers (conseil de gérance).

6.2.2 The sole manager (gérant), or in case of plurality of managers (gérants), the board of managers (conseil de gérance), may sub-delegate his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

6.2.3 The sole manager (gérant), or in case of plurality of managers (gérants), the board of managers (conseil de gérance) will determine the agent'(s) responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of the agency.

6.3 - Representation and Signatory Power

6.3.1 In dealing with third parties as well as in judicial proceedings, the sole manager (gérant), or in case of plurality of managers (gérants), the board of managers (conseil de gérance) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects.

6.3.2 The Company shall be bound by the signature of its sole manager (gérant), and, in case of plurality of managers (gérants), by the joint signatures of a manager of the category A and a manager of the category B or by the signature of any person to whom such power has been delegated by the board of managers (conseil de gérance).

6.4 - Chairman, Vice-Chairman, Secretary, Meetings

6.4.1 The board of managers (conseil de gérance) may choose among its members a chairman and a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager (gérant), to keep the minutes of the meeting of the board of managers (conseil de gérance) and of the shareholders and who shall be subject to the same confidentiality provisions as those applicable to the managers (gérants).

6.4.2 Meetings of the board of managers (conseil de gérance) may be convened by any member of the board of managers (conseil de gérance). The convening notice, containing the agenda and the place of the meeting, shall be sent by letter (sent by express mail or special courier), telegram, telex, telefax or e-mail at least two (2) days before the date set for the meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice and in which case notice of at least twenty-four (24) hours prior to the hour set for such meeting shall be sufficient. Any notice may be waived by the consent of each manager (gérant) expressed during the meeting or in writing or telegram, telex, telefax or e-mail. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers (conseil de gérance). All reasonable efforts will be afforded so that, sufficiently in advance of any meeting of the board each manager (gérant) is provided with a copy of the documents and/or materials to be discussed or passed upon by the board at such meeting.

6.4.3 The board of managers (conseil de gérance) can discuss or act validly only if at least a majority of the managers (gérants) is present or represented at the meeting of the board of managers (conseil de gérance). Resolutions shall be taken by a majority of the votes cast of the managers (gérants) present or represented at such meeting.

6.4.4 The resolutions of the board of managers (conseil de gérance) shall be recorded in minutes to be signed by the chairman or any member of the board of managers (conseil de gérance) of the Company.

6.4.5 Resolutions in writing approved and signed by all managers (gérants) shall have the same effect as resolutions passed at the board of managers' (conseil de gérance) meetings. Such approval may be in one or several separate documents.

6.4.6 Copies or extracts of the minutes and resolutions, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman or any member of the board of managers (conseil de gérance) of the Company.

6.4.7 A manager (gérant) may appoint any other manager (gérant) (but not any other person) to act as his representative at a board meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that board meeting. A manager (gérant) can act as representative for more than one other manager (gérant) at a board meeting provided that (without prejudice to any quorum requirements) at least two (2) managers (gérants) are physically present at a board meeting held in person or participate in person in a board meeting held in accordance with the provisions of Article 6.4.8. of these Articles.

6.4.8 Any and all managers (gérants) may participate in any meeting of the board of managers (conseil de gérance) by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the managers (gérants) taking

part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

6.5 - Liability of Managers (gérants)

Any manager (gérant) assumes, by reason of his position, no personal liability in relation to any commitment validly undertaken by him in the name of the Company.

Art. 7. Shareholders' resolutions.

7.1 For as long as all the shares (parts sociales) are held by only one shareholder, the Company is a sole shareholder company (société unipersonnelle) in the meaning of Article 179 (2) of the Law and Articles 200-1 and 200-2 of the Law, among others, will apply. The single shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

7.2 In case of plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares (parts sociales) he owns. Each shareholder has a number of votes equal to the number of shares (parts sociales) held by him.

7.3. Collective decisions are only validly taken insofar as shareholders owning more than half of the share capital adopt them provided that in case such majority is not met, the shareholders may be reconvened or consulted again in writing by registered letter and the decisions will be validly taken by the majority of the votes cast irrespectively of the portion of share capital represented.

7.4 However, resolutions to alter the Articles, except in case of a change of nationality, which requires a unanimous vote, may only be adopted by the majority in number of the shareholders owning at least three quarter of the Company's share capital, subject to the provisions of the Law.

7.5 A meeting of shareholders may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant shareholders' meeting, in person or by an authorised representative.

7.6 A shareholder may be represented at a shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a shareholder.

7.7 The holding of general shareholders' meetings shall not be mandatory where the number of members does not exceed twenty-five (25). In such case, each shareholder shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

7.8 The majority requirements applicable to the adoption of resolutions by a shareholders' meeting apply mutatis mutandis to the passing of written resolutions of shareholders. Written resolutions of shareholders shall be validly passed upon receipt by the Company of original copies (or copies sent by facsimile transmission or as e-mail attachments) of shareholders' votes representing the majority required for the passing of the relevant resolutions, irrespectively of whether all shareholders have voted or not.

Art. 8. Annual general shareholders' meeting.

8.1 At least one shareholders' meeting shall be held each year. Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), such annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Article 196 of the Law at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the third Friday of the month of March at 2 pm.

8.2 If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the preceding bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the sole manager (gérant), or in case of plurality of managers (gérants), the board of managers (conseil de gérance), exceptional circumstances so require.

Art. 9. Audit.

9.1 Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), the operations of the Company shall be supervised by one or more statutory auditors in accordance with Article 200 of the Law who need not to be shareholder. If there is more than one statutory auditor, the statutory auditors shall act as a collegium and form the board of auditors.

9.2 Irrespective of the above, the Company shall be supervised by one or more approved statutory auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé) where there is a legal requirement to that effect or where the Company is authorized by law to opt for and chooses to opt for the appointment of an approved statutory auditor (réviseur d'entreprise agréée) instead of a statutory auditor. The approved statutory auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé) shall be appointed on an annual basis (the mandate being renewable also on an annual basis).

Art. 10. Financial year - Annual accounts.

10.1 - Financial year

The Company's financial year starts on the 1st October and ends on the 30 September of each year, provided that, as a transitional measure, the first financial year of the Company starts on the date of its incorporation and ends on 30 September 2014 (all dates inclusive).

10.2 - Annual Accounts

10.2.1 Each year, the sole manager (gérant), or in case of plurality of managers (gérants), the board of managers (conseil de gérance) prepares an inventory a balance sheet and a profit and loss account in accordance with the provisions of Article 197 of the Law.

10.2.2 Each shareholder, either personally or through an appointed agent, may inspect, at the Company's registered office, the above inventory, balance sheet, profit and loss accounts and, as the case may be, the report of the statutory auditor(s) set-up in accordance with Article 200 of the Law. Where the number of shareholders exceeds twenty-five (25), such inspection shall only be permitted fifteen days before the meeting.

Art. 11. Dissolution - Liquidation.

11.1 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

11.2 Except in the case of dissolution by court order, the dissolution of the Company may take place only pursuant to a decision adopted by the general meeting of shareholders in accordance with the conditions required for amendments to the Articles.

11.3 At the time of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

11.4 Subject to the provisions contained in Article 5.1.2 of these Articles, the liquidation boni shall be allocated and paid in the following order:

- the holder(s) of the Series A Preferred Shares shall be entitled to receive an amount equal to the aggregate nominal value of the outstanding Series A Preferred Shares plus the share premium paid in relation to such outstanding Series A Preferred Shares, if any, plus any preferential cumulative and unpaid dividend on such outstanding Series A Preferred Share as of the date of liquidation;

- the holder(s) of the Series B Preferred Shares shall be entitled to receive an amount equal to the aggregate nominal value of the outstanding Series B Preferred Shares plus the share premium paid in relation to such outstanding Series B Preferred Shares, if any, plus any preferential cumulative end unpaid dividend on such outstanding Series B Preferred Share as of the date of liquidation;

- the holder(s) of the Series C Preferred Shares shall be entitled to receive an amount equal to the aggregate nominal value of the outstanding Series C Preferred Shares plus the share premium paid in relation to such outstanding Series C Preferred Shares, if any, plus any preferential cumulative end unpaid dividend on such outstanding Series B Preferred Share as of the date of liquidation;

- the holder(s) of the Series D Preferred Shares shall be entitled to receive an amount equal to the aggregate nominal value of the outstanding Series D Preferred Shares plus the share premium paid in relation to such outstanding Series D Preferred Shares, if any, plus any preferential cumulative end unpaid dividend on such outstanding Series D Preferred Share as of the date of liquidation; and

- the balance shall be allocated to the holder(s) of the Ordinary Shares commensurate to their shareholding.

Art. 12. Reference to the law. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which there are no specific provisions in these Articles.

Subscription and payment

The Articles having thus been established, the founding shareholder represented as stated above declares to subscribe the entire share capital as follows:

Subscriber	Number of shares (parts sociales)	Subscribed amount	% of share capital
Johnson Controls, Inc., prenamed	18,000	USD 18,000	100%
TOTAL	18,000	USD 18,000	100%

All the shares (parts sociales) have been fully paid-up by payment in cash, so that the amount of eighteen thousand United States Dollars (USD 18,000) is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary.

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,300.-.

Resolutions of the sole shareholder

1. The following persons are appointed as category A managers (gérants de catégorie A) of the Company with effect as from the date hereof and for an indeterminate duration:

- Mr. Bruce McDonald, born on 29 April 1960 in North Bay Can, Canada, with professional address at 5757 N. Green Bay Avenue, Glendale, WI, United States of America; and

- Mr. Brian Cadwallader, born on 18 February 1959 in Ohio, USA, with professional address at 5757 N. Green Bay Avenue, Glendale, WI, United States of America.

and

The following persons are appointed as category B managers (gérants de catégorie B) of the Company with effect as from the date hereof and for an indeterminate duration:

- Mr. Andrew O'Shea, born on 13 August 1981 in Dublin, Ireland, with professional address at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- Ms. Ingrid Cernicchi, born in Metz, France, on 18 May 1983, with professional address at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; and

- Mr. Dirk Timmermans, born on 20 October 1975 in Genk, Belgium, with professional address at 26-28 rue Edward Steichen, Kirchberg (2nd Floor) L- 2540 Luxembourg.

Consequently, the board of managers (conseil de gérance) of the Company is composed as follows:

- Mr. Bruce McDonald, category A manager (gérant de catégorie A);

- Mr. Brian Cadwallader, category A manager (gérant de catégorie A);

- Mr. Dirk Timmermans, category B manager (gérant de catégorie B);

- Mr. Andrew O'Shea, category B manager (gérant de catégorie B); and

- Ms. Ingrid Cernicchi, category B manager (gérant de catégorie B).

2. The registered office of the Company shall be established at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party/parties, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing person(s) and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, the proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le quinze juillet.

Par devant Maître Francis Kessler, notaire résidant à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Johnson Controls, Inc., une société du Wisconsin, ayant son siège social au 5757 North Green Bay Avenue, Milwaukee, WI 53209, Etats-Unis d'Amérique, Registre d'Etat No 1J03577,

ici représentée par Mlle. Claudia Rouckert, employée privée résidant professionnellement à Esch-sur-Alzette, Grand Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration établie sous seing privé.

Ladite procuration, paraphée «ne varietur» par la mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée tel que décrit ci-dessus, a requis du notaire soussigné de dresser les statuts suivants d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer:

Art. 1^{er}. Forme sociale et dénomination. Ceux-ci sont les statuts (les «Statuts») d'une société à responsabilité limitée qui porte la dénomination de Johnson Controls Interiors Financing S.à r.l. (ci-après la «Société»).

La Société est constituée sous et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents Statuts.

Art. 2. Objet social.

2.1 L'objet de la Société est (i) la détention de participations et d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, des entités de type partenariats (partnerships) ou d'autres entités, (ii) l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes, notes ou autres titres de quelque forme que ce soit, et (iii) l'acquisition, la propriété, l'administration, le développement, la gestion et la disposition de son portefeuille. La Société peut conclure tout contrat relatif à l'acquisition, la souscription ou la gestion des instruments précités et au financement y relatif.

2.2 La Société peut emprunter sous toute forme et procéder à l'émission d'obligations, de reconnaissances de dettes, de notes et d'autres instruments convertibles ou non, sans offre au public.

2.3 La Société peut accorder une assistance et prêter des fonds à ses filiales, sociétés affiliées, à toute autre société du groupe ainsi qu'à toutes autres entités ou personnes, étant entendu que la Société ne conclura aucune transaction qui serait considérée comme une activité réglementée sans obtenir l'autorisation requise. Elle pourra également fournir des

garanties et octroyer des sûretés en faveur de parties tierces afin de garantir ses propres obligations ou bien les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société du groupe, ainsi qu'à toute autre entité ou personne pourvu que la Société ne conclut pas une transaction qui serait considérée comme une activité réglementée sans obtenir l'autorisation requise. La Société pourra également hypothéquer, gager, transférer, grever ou autrement hypothéquer tout ou partie de ses avoirs.

2.4 La Société peut généralement employer toute technique et utiliser tout instrument relatif à ses investissements en vue de leur gestion efficace, y compris la conclusion de toute transaction à terme ainsi que des techniques et instruments destinés à protéger la Société contre le risque de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et tout autre risque.

2.5 De manière générale elle peut accorder son assistance à des sociétés affiliées, prendre toute mesure de contrôle et de supervision et mener toute opération qu'elle jugerait utile à l'accomplissement et au développement de son objet social.

2.6 La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale ou financière, ainsi que toute transaction concernant des biens meubles ou immeubles, qui sont en rapport direct ou indirect avec son objet social.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg - Ville.

4.2 Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

4.3 L'adresse du siège social peut-être transférée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, par décision du conseil de gérance.

4.4 Dans l'éventualité où le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) déterminerait que des événements extraordinaires politiques, économiques ou des développements sociaux ont eu lieu ou sont imminents qui interféreraient avec les activités normales de la Société en son siège social ou avec la fluidité de communication entre le siège social et les personnes à l'étranger, le siège social peut être temporairement transféré à l'étranger jusqu'à la cessation complète de telles circonstances extraordinaires; de telles mesures temporaires n'auront pas d'effet sur la nationalité de la Société qui, malgré le transfert temporaire de son siège social, restera une société Luxembourgeoise. De telles mesures temporaires seront prises et notifiées à toute partie intéressée par le conseil de gérance ou par le gérant unique (selon le cas) de la Société.

4.5 La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 5. Capital - Parts sociales.

5.1 Capital social - prime d'émission - réserves

5.1.1 Le capital social de la Société est fixé à dix-huit mille Dollars Américains (USD 18.000) divisé en dix-huit mille (18.000) parts sociales ordinaires d'une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1) chacune, toutes entièrement souscrites et libérées (les «Parts Ordinaires»).

Le capital social de la Société peut également être représenté par des parts sociales préférentielles de série A (the "Parts Préférentielles de Série A"), parts sociales préférentielles de série B (the "Parts Préférentielles de Série B"), parts sociales préférentielles de série C (the "Parts Préférentielles de Série C") et parts sociales préférentielles de série D (the "Parts Préférentielles de Série D") d'une valeur nominale d'un Dollar Américain (USD 1) chacune.

Les Parts Préférentielles de Série A, les Parts Préférentielles de Série B, les Parts Préférentielles de Série C et les Parts Préférentielles de Série D sont collectivement dénommées les «Parts Préférentielles».

Les séries de Parts Préférentielles ne sont pas convertibles en une autre série de Parts Préférentielles.

Chaque part sociale confère un droit de vote identique et chaque associé a un droit de vote proportionnel aux nombres de parts qu'il détient.

5.1.2 Toute prime d'émission payée sur toute part sociale est allouée à une réserve distribuable conformément aux dispositions de cet Article. La prime d'émission peut rester réservée et attachée aux parts sociales en rapport avec lesquelles elle a été payée et être réservée aux détenteurs de parts sociales en question en cas de distribution, remboursement ou autres. Les décisions quant à l'utilisation de la réserve de prime d'émission seront prises par le(s) associé(s) ou par le(s) gérant(s) selon le cas, sous réserve de la Loi et des présents Statuts.

5.1.3 La Société peut accepter des apports sans émettre de parts sociales ou d'autres titres en contrepartie et peut allouer de tels apports à une ou plusieurs réserves. Les décisions quant à l'utilisation de telles réserves seront prises par le(s) associé(s) ou par le(s) gérant(s) selon le cas, sous réserve de la Loi et des présents Statuts. Les réserves peuvent, mais ne doivent pas nécessairement, être allouées à l'apporteur.

5.2 - Modification du Capital Social

Le capital social peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'Article 7 des présents Statuts et dans les limites prévues à l'Article 199 de la Loi.

5.3 - Indivisibilité des Parts Sociales

Envers la Société, les parts sociales de la Société sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire est admis par part sociale. Les copropriétaires, les usufruitiers et nu-propriétaires, créanciers et débiteurs de parts sociales gagées doivent désigner une seule personne qui les représente vis-à-vis de la Société.

5.4 - Transfert de Parts Sociales

5.4.1 Dans l'hypothèse d'un associé unique, les parts sociales de la Société détenues par cet associé unique sont librement transmissibles.

5.4.2 Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun des associés ne sont transmissibles que sous réserve du respect des dispositions prévues aux Articles 189 et 190 de la Loi.

5.4.3 Nonobstant toute autre disposition des présents Statuts, en cas de transfert de parts sociales, l'associé cédant devra transférer toutes ses parts sociales de chaque catégorie de parts sociales ou, si l'associé cédant ne transfère que certaines de ses parts sociales, il/elle devra transférer en même temps des parts sociales de manière proportionnelle dans chaque catégorie de parts sociales.

5.4.4 Les parts sociales ne peuvent être transmises entre vifs à des tiers non-associés si des associés représentant au moins les trois quarts du capital social n'y ont consenti.

5.4.5 Les transferts de parts sociales doivent être documentés par un acte notarié ou un acte sous seing privé. Les transferts ne seront opposables à la Société ou aux tiers qu'à compter du moment de leur notification à la Société ou de leur acceptation par celle-ci en conformité avec les dispositions de l'Article 1690 du Code Civil.

5.5 - Distribution des profits

5.5.1 Un montant égal à cinq pour cent (5%) du bénéfice net de la Société devra être alloué à une réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

5.5.2 Sous réserve des dispositions prévues à l'Article 5.1.2 de ces Statuts, l'assemblée générale des associés détermine la manière dont le solde des bénéfices nets annuels sera alloué, que pour toute distribution, une telle distribution sera alloué et payé dans l'ordre suivant:

- le(s) détenteur(s) des Parts Préférentielles de Série A auront droit à un dividende privilégié et cumulatif égal à 8% par an de la valeur nominale des Parts Préférentielles de Série A;
- le(s) détenteur(s) des Parts Préférentielles de Série B auront droit à un dividende privilégié et cumulatif égal à 8% par an de la valeur nominale des Parts Préférentielles de Série B;
- le(s) détenteur(s) des Parts Préférentielles de Série C auront droit à un dividende privilégié et cumulatif égal à 8% par an de la valeur nominale des Parts Préférentielles de Série C;
- le(s) détenteur(s) des Parts Préférentielles de Série D auront droit à un dividende privilégié et cumulatif égal à 8% par an de la valeur nominale des Parts Préférentielles de Série D; et
- le solde sera alloué au(x) détenteur(s) des Parts Ordinaires proportionnellement à leur participation.

5.5.3 Sous réserve des dispositions prévues à l'Article 5.1.2 et à l'Article 5.5.2 de ces Statuts, le gérant unique ou le conseil de gérance, le cas échéant peut/peuvent décider de payer des dividendes intérimaires aux associés avant la fin de l'exercice sur la base d'un état des comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut excéder, le cas échéant, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve indisponible devant être établie conformément à la Loi ou les présents Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas à des bénéfices réellement réalisés peuvent être récupérées de(s) l'associé(s) concerné(s).

5.6 - Rachat de Parts Sociales

Les Parts Préférentielles sont émises sous forme de parts rachetables.

A tout moment et avec un avis écrit d'au moins sept (7) jours ouvrables (à moins que la Société et le(s) détenteur(s) de Parts Préférentielles concerné(s) ne se mettent d'accord sur un délai plus court) à délivrer au(x) détenteur(s) de Parts Préférentielles concerné(s), la Société peut racheter en tout ou partie toute Série de Parts Préférentielles en circulation, pourvu que des réserves suffisantes soient disponibles à cet effet.

Suite au rachat, le Montant du Rachat sera dû et payable par la Société au(x) détenteur(s) de la ou des Série(s) de Parts Préférentielles concernée(s) au prorata de leur participation dans cette série(s). Afin d'éviter tout doute, la Société pourra s'acquitter de ses obligations de paiement en numéraire, en nature ou par voie de compensation.

Pour les besoins du présent Article, «Montant du Rachat» signifie un montant égal à la valeur nominale totale des Parts Préférentielles rachetées plus la prime d'émission payée en relation avec de telles Parts Préférentielles, s'il y en a une, plus tout dividende préférentiel cumulatif sur ces Parts Préférentielles à la date du rachat.

Les Parts Préférentielles rachetées peuvent être annulées par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés conformément à l'Article 7 des présents Statuts.

Aucune Part Préférentielle ne peut être annulée si, en conséquence, le capital social de la Société passerait en deçà du minimum requis par la Loi.

Les parts sociales propres ne seront pas prises en compte pour la détermination du quorum et de la majorité aussi longtemps qu'elles restent détenues par la Société.

5.7 - Registre des Parts Sociales

Toutes les parts sociales ainsi que leurs transferts sont consignés dans le registre des associés conformément à l'Article 185 de la Loi.

Art. 6. Gestion.

6.1 - Nomination et Révocation

6.1.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants ont été nommés, ils constitueront un conseil de gérance, composée de gérant(s) de catégorie A et de gérant(s) de catégorie B. Le(s) gérant(s) n'est/ne doivent pas nécessairement être associé(s).

6.1.2 Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) par décision des associés.

6.1.3 Un gérant pourra être révoqué ad nutum avec ou sans motif et remplacé à tout moment sur décision adoptée par les associés.

6.1.4 Le gérant unique et chacun des membres du conseil de gérance peuvent être rémunérés pour ses/leurs service(s) en tant que gérant(s) ou remboursés de leurs dépenses raisonnables sur décision des associés.

6.2 - Pouvoirs

6.2.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les présents Statuts à l'assemblée générale des associés relèvent de la compétence du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants de la compétence du conseil de gérance.

6.2.2 Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra sous-déléguer sa compétence pour des opérations spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc.

6.2.3 Le gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance déterminera les responsabilités du mandataire et sa rémunération (s'il y en a), la durée de la période de représentation et toutes les autres conditions pertinentes de ce mandat.

6.3 - Représentation et Pouvoir de Signature

6.3.1 Dans les rapports avec les tiers et avec la justice, le gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance aura tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations en conformité avec l'objet social de la Société.

6.3.2 La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B ou par la signature de toute personne à qui un tel pouvoir aura été délégué par le conseil de gérance.

6.4 - Président, Vice-président, Secrétaire, Réunions

6.4.1 Le conseil de gérance peut choisir parmi ses membres un président et un vice-président. Il peut aussi désigner un secrétaire, gérant ou non, qui sera chargé de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des associés et qui sera soumis aux mêmes règles de confidentialité que celles applicables aux gérants.

6.4.2 Les réunions du conseil de gérance peuvent être convoquées par tout membre du conseil de gérance. La convocation, contenant l'ordre du jour et le lieu de la réunion, doit être envoyée par lettre (envoyée par courrier express ou courrier spécial), télégramme, télex, télécopie ou e-mail au moins deux (2) jours avant la date fixée pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de ces circonstances sera mentionnée dans la convocation et dans ce cas, un préavis d'au moins vingt-quatre (24) heures avant l'heure prévue pour la réunion sera suffisant. Il peut être renoncé à toute convocation par le consentement de chaque gérant exprimé lors de la réunion ou par écrit ou par télégramme, télex, télécopie ou e-mail. Une convocation séparée ne sera pas requise pour les réunions individuelles tenues aux heures et lieux prévus dans un calendrier préalablement adopté par décision du conseil de gérance. Tous les efforts raisonnables seront effectués de sorte que, préalablement à toute réunion du conseil, une copie des documents et / ou supports à discuter ou adopter par le conseil lors de cette réunion soit fournie à chaque gérant.

6.4.3 Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins la majorité des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance. Les résolutions sont adoptées à la majorité des voix exprimées des gérants présents ou représentés à cette réunion.

6.4.4 Les décisions du conseil de gérance seront consignés dans des procès-verbaux, à signer par le président ou par tout membre du conseil de gérance de la Société.

6.4.5 Des résolutions écrites, approuvées et signées par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une résolution prise lors d'une réunion du conseil de gérance. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents distincts.

6.4.6 Les copies ou extraits de ces procès-verbaux et résolutions qui pourraient être produits en justice ou autre seront signés par le président ou par tout membre du conseil de gérance de la Société.

6.4.7 Un gérant peut nommer un autre gérant (mais pas toute autre personne) pour agir comme son représentant à une réunion du conseil pour assister, délibérer, voter et exercer toutes ses fonctions en son nom à cette réunion du conseil. Un gérant peut agir en tant que représentant de plusieurs gérants à une réunion du conseil de gérance à condition que (sans préjudice des exigences de quorum) au moins deux gérants soient physiquement présents à une réunion du conseil tenue physiquement ou participent en personne à une réunion du conseil tenue conformément aux dispositions de l'Article 6.4.8.

6.4.8 Tout gérant peut participer aux réunions du conseil de gérance par conférence téléphonique ou vidéoconférence ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants participant à la réunion de s'entendre mutuellement. La participation à une réunion par de tels moyens équivaut à une participation en personne à cette réunion.

6.5 - Responsabilité des Gérants

Aucun gérant ne contracte en raison de sa fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements valablement entrepris par lui au nom de la Société.

Art. 7. Décisions des associés.

7.1 Pour autant que toutes les parts sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'Article 179 (2) de la Loi et les Articles 200-1 et 200-2 de la Loi, entre autres, s'appliqueront. L'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

7.2 En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts sociales qu'il détient. Chaque associé a autant de voix qu'il possède de parts sociales.

7.3 Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant que les associés détenant plus de la moitié du capital social les adoptent, étant entendu que si cette majorité n'est pas atteinte, les associés peuvent être convoqués à nouveau ou consultés à nouveau par écrit par lettre recommandée, et les décisions seront valablement prises par la majorité des voix exprimés, indépendamment de la quotité du capital social représenté.

7.4 Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts, sauf le cas de changement de nationalité qui requiert un vote unanime, ne peuvent être adoptées que par une majorité en nombre d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social de la Société, sous réserve des dispositions de la Loi.

7.5 Une assemblée des associés peut valablement délibérer et prendre des décisions sans se conformer à tout ou partie des exigences et formalités de convocation si tous les associés ont renoncé aux exigences et formalités de convocation soit par écrit, soit à l'assemblée des associés en question, en personne ou par un représentant autorisé.

7.6 Un associé peut se faire représenter à une assemblée des associés en désignant par écrit (par fax ou par e-mail ou tout autre moyen similaire) un mandataire qui n'est pas nécessairement un associé.

7.7 La tenue d'assemblées générales des associés n'est pas obligatoire tant que le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte précis des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

7.8 Les conditions de majorité applicables à l'adoption de décisions par l'assemblée des associés s'appliquent mutatis mutandis à l'adoption de décisions écrites des associés. Les décisions écrites des associés sont valablement prises dès réception par la Société des exemplaires originaux (ou des copies envoyées par télécopie ou en tant que pièces jointes de courrier électronique) des votes des associés représentant la majorité requise pour l'adoption des décisions en question, indépendamment du fait que tous les associés aient voté ou non.

Art. 8. Assemblée générale annuelle des associés.

8.1 Au moins une réunion des associés devra être tenue chaque année. Si le nombre des associés est supérieur à vingt-cinq (25), cette assemblée générale annuelle des associés doit être tenue, conformément à l'Article 196 de la Loi, au siège social de la Société ou à tout autre endroit à Luxembourg tel que précisé dans l'avis de convocation de l'assemblée, le troisième vendredi du mois de mars à 14h.

8.2 Dans le cas où ce jour n'est pas un jour ouvrable à Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le jour ouvrable précédant. L'assemblée générale annuelle pourra se tenir à l'étranger, si de l'avis discrétionnaire et définitif du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, des circonstances exceptionnelles le requièrent.

Art. 9. Audit.

9.1 Si le nombre des associés est supérieur à vingt-cinq (25), les opérations de la Société devront être supervisées par un ou plusieurs commissaires aux comptes conformément à l'Article 200 de la Loi, qui ne sont pas nécessairement associés. S'il y a plus d'un commissaire aux comptes, les commissaires aux comptes agiront en collège et formeront le conseil des commissaires aux comptes.

9.2 Sans tenir compte de ce qui précède, la Société sera surveillée par un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) lorsqu'il existe une obligation légale à cet effet ou si la Société est autorisée par la loi à opter pour, et choisit d'opter pour, la nomination d'un réviseur(s) d'entreprises agréé(s) au lieu d'un commissaire aux comptes. Le réviseur(s) d'entreprises agréé(s) sera nommé sur une base annuelle (le mandat étant renouvelable également sur base annuelle).

Art. 10. Exercice social - Comptes annuels.

10.1 - Exercice Social

L'exercice social de la Société commence le 1^{er} octobre et se termine le 30 septembre de chaque année, étant entendu que, à titre transitoire, le premier exercice social de la Société commence à la date de sa constitution et se termine le 30 septembre 2014.

10.2 - Comptes Annuels

10.2.1 Chaque année, le gérant unique, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire, un bilan et un compte de profits et pertes conformément aux dispositions de l'Article 197 de la Loi.

10.2.2 Chaque associé pourra personnellement ou par l'intermédiaire d'un mandataire désigné, examiner, au siège social de la Société, l'inventaire, le bilan, le compte de profits et pertes et, le cas échéant, le rapport du/des commissaire(s) aux compte(s) conformément à l'Article 200 de la Loi. Lorsque le nombre des associés excède vingt-cinq (25), cet examen ne sera autorisé que quinze jours avant la réunion.

Art. 11. Dissolution - Liquidation.

11.1 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

11.2 Sauf dans le cas d'une dissolution par décision judiciaire, la dissolution de la Société ne peut se faire que sur décision adoptée par l'assemblée générale des associés dans les conditions exigées pour la modification des Statuts.

11.3 Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

11.4 Sous réserve des dispositions de l'Article 5.1.2 des Statuts, le boni de liquidation devra être alloué et payé dans l'ordre suivant:

- le(s) détenteur(s) des Parts Préférentielles de Série A auront droit à un montant égal à la valeur nominale totale des Parts Préférentielles de Série A en circulation plus la prime d'émission payée en relation avec de telles Parts Préférentielles de Série A en circulation, s'il y en a une, plus tout dividende préférentiel cumulatif impayé sur ces Parts Préférentielles de Série A en circulation à la date de la liquidation;

- le(s) détenteur(s) des Parts Préférentielles de Série B auront droit à un montant égal à la valeur nominale totale des Parts Préférentielles de Série B en circulation plus la prime d'émission payée en relation avec de telles Parts Préférentielles de Série B en circulation, s'il y en a une, plus tout dividende préférentiel cumulatif impayé sur ces Parts Préférentielles de Série B en circulation à la date de la liquidation;

- le(s) détenteur(s) des Parts Préférentielles de Série C auront droit à un montant égal à la valeur nominale totale des Parts Préférentielles de Série C en circulation plus la prime d'émission payée en relation avec de telles Parts Préférentielles de Série C en circulation, s'il y en a une, plus tout dividende préférentiel cumulatif impayé sur ces Parts Préférentielles de Série C en circulation à la date de la liquidation;

- le(s) détenteur(s) des Parts Préférentielles de Série D auront droit à un montant égal à la valeur nominale totale des Parts Préférentielles de Série D en circulation plus la prime d'émission payée en relation avec de telles Parts Préférentielles de Série D en circulation, s'il y en a une, plus tout dividende préférentiel cumulatif impayé sur ces Parts Préférentielles de Série D en circulation à la date de la liquidation; et

- le solde sera alloué au(x) détenteur(s) des Parts Ordinaires proportionnellement à leur participation.

Art. 12. Référence à la loi. Pour tous les points non expressément prévus aux présents Statuts, il est fait référence aux dispositions de la Loi.»

Souscription et paiement

Les Statuts ayant ainsi été établis, l'/les associé(s) fondateur(s) représenté(s) comme mentionné ci-dessus déclare(nt) souscrire à l'intégralité du capital social comme suit:

Souscripteur	Nombre de parts sociales	Montant souscrit	% du capital social
Johnson Controls, Inc., prenamed	18.000	USD 18,000	100%
TOTAL	18.000	USD 18,000	100%

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées par versement en numéraire de sorte que le montant de dix-huit mille Dollars Américains (USD 18.000) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant.

Estimation des frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont estimés à environ 1.300,- EUR.

Résolutions de l'associé unique

1. Les personnes suivantes sont nommées gérants de catégorie A de la Société avec effet à compter de la date des présentes et pour une durée indéterminée:

- M. Bruce McDonald, né le 29 avril 1960 à North Bay Can, Canada, avec adresse professionnelle au 5757 N. Green Bay Avenue, Glendale, WI, Etats-Unis; et

- Mr. Brian Cadwallader, né le 18 février 1959 à Ohio, Etats-Unis, avec adresse professionnelle au 5757 N. Green Bay Avenue, Glendale, WI, Etats-Unis.

et

Les personnes suivantes sont nommées gérants de catégorie B de la Société avec effet à compter de la date des présentes et pour une durée indéterminée:

- M. Andrew O'Shea, né le 13 août 1981 à Dublin, Irlande, avec adresse professionnelle au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
- Mme. Ingrid Cernicchi, né le 18 mai 1983 à Metz, France, avec adresse professionnelle au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et
- M. Dirk Timmermans, né le 20 Octobre 1975 à Gent, Belgique, avec adresse professionnelle au 26-28 rue Edward Steichen, Kirchberg (2^{ème} étage) L- 2540 Luxembourg.

En conséquence, le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- M. Bruce McDonald, gérant de catégorie A;
- M. Jérôme D. Okarma, gérant de catégorie A;
- M. Dirk Timmermans, gérant de catégorie B;
- M. Andrew O'Shea, gérant de catégorie B; et
- Mme. Ingrid Cernicchi, gérant de catégorie B.

2. Le siège social de la Société est établi au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare qu'à la demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. A la requête dudit comparant, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, à la date figurant en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été donnée à la mandataire du comparant, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Rouckert, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette, Actes Civils, le 18 juillet 2014. Relation EAC/2014/10037. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014107660/689.

(140128856) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 juillet 2014.

Calcium Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 188.886.

— STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the seventeenth day of the month of July.

Before Maître Cosita Delvaux, notary, residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

BRE/Europe 7Q S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 180.323,

represented by Mr Patrick Santer, master at laws, professionally residing in Luxembourg pursuant to a proxy dated on 17 July 2014, which shall be registered together with the present deed.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a limited liability company Calcium Investment S.à r.l. (société à responsabilité limitée) which is hereby established as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Calcium Investment S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees, grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) represented by five hundred (500) shares with a nominal value of twenty-five Euros (EUR 25) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five per cent (75%) of the Company's share capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who do not need to be shareholders.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers.

Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (*ad nutum*) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice.

This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, e-mail or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman of that meeting or, in its absence, by any two managers. Copies or excerpts of such minutes shall be signed by the chairman of that meeting or by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers.

Art. 8. Liability of the Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting.

If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year save for the first accounting year which shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2014.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Subscription and payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up the following shares:

Subscriber	Number of shares	Subscription price (EUR)
BRE/Europe 7Q S.à r.l.	500	EUR 12,500
Total	500	EUR 12,500

Evidence of the payment of the total subscription price has been shown to the undersigned notary.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand four hundred Euros (EUR 1,400).

Extraordinary general meeting

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at: 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
2. The following person is appointed manager of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company with such signature powers as set forth in the articles of association of the Company:
 - BRE/Management 7 S.A., a société anonyme incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 180.304,

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

The document having been read to the appearing party, who requested that the deed should be documented in English, the said appearing party signed the present original deed together with the notary, having personal knowledge of the English language. The present deed, worded in English, is followed by a translation into German. In case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing party, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, the said appearing party signed together with the notary the present deed.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendvierzehn, am siebzehnten Tag des Monats Juli,

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Cosita Delvaux, mit Amtssitz in Redange-sur-Attert, Großherzogtum Luxemburg,

ist erschienen,

BRE/Europe 7Q S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) beträgt, und eingetragen ist im Registre de commerce et des sociétés in Luxembourg unter der Nummer B 180.323,

hier vertreten durch Herrn Patrick Santer, maître en droit, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht ausgestellt am 17ten Juli 2014, welche vorliegender Urkunde beigelegt ist um mit dieser bei der Registrierungsbehörde eingereicht zu werden.

Die erschienene Partei hat in ihrer vorgenannten Eigenschaft den unterzeichnenden Notar ersucht, die Gründungssatzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) "Calcium Investment S.à r.l." wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Gesellschaftsname. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen "Calcium Investment S.à r.l." (die "Gesellschaft") wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ebenfalls alle Transaktionen welche sich auf direkten oder indirekten Erwerb von Grundbesitz, Eigentum, und Grundbesitzrechte in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen welche im Besitz von Grundrechten sind oder von Unternehmensbeteiligungen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögen ausführen.

Die Gesellschaft kann Bürgschaften geben, Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann außerdem in jeder beliebigen Form Darlehen erwerben, auch mit Preisnachlass, Darlehen vergeben, Kapital verleihen, sowie Vorschüsse gewährleisten oder unter jeglichen Konditionen Kredite vergeben, einschließlich und ohne Einschränkungen derer Kredite, in Bezug auf ein Immobilien-Unternehmen oder -Unterfangen, die sich von jeglichen Kreditaufnahmen der Gesellschaft oder von der Ausgabe von Kapital oder Schuldtitel jeglicher Art an alle Personen und Unternehmen, für die es für richtig empfunden wurde, ergeben. Die Gesellschaft kann Swaps, Futures, Forwards, derivative Instrumente, Optionen, Rückkäufe, Wertpapierverleihe und ähnliche Transaktionen abschließen und unbeschadet der Allgemeingültigkeit des Vorstehenden, jegliche Methode und Instrumente im Zusammenhang mit ihren

Immobilien­geschäften einsetzen. Die Gesellschaft kann auch jegliche Verträge über Garantien, Entschädigungen, Sicherheiten und alle weiteren äquivalente Verträge abschließen, so dass der Nutzen der, im Rahmen solcher Immobilien­geschäfte vergebenen, Garantien und/oder Sicherheiten ihr zu Gute kommen kann. Die Gesellschaft kann im Rahmen solcher Immobilien­geschäfte jegliche erforderliche Rolle übernehmen, einschließlich und ohne Einschränkungen der Rolle des Arranger, lead Manager, Facility Agent, Security Agent, Documentation Agent. Die Gesellschaft wird die Tätigkeit der Immobilienfinanzierung oder des Immobilienkrediterwerbs nicht in einer Weise ausüben, die eine Regulierung erfordern würde gemäß der geänderten Fassung des Gesetzes des 5. Aprils 1993 bezüglich des Finanzsektors oder jeglichen zukünftigen Gesetzes oder Regulierungsmaßnahme, die dieses Gesetz abändern oder ersetzen sollte.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.

Art. 3. Geschäftsdauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet

Art. 4. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Geschäftsführung, von der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf zwölftausendfünfhundert Euros (EUR 12.500), eingeteilt in fünfhundert (500) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euros (EUR 25).

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden und die Gesellschaft kann seine anderen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

Verfügbare Anteilsprämien können verteilt werden.

Art. 6. Übertragung der Anteile. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Anteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals halten.

Art. 7. Geschäftsführung. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen.

Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung ist mit den weitestreichenden Befugnissen ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu verwalten und ist dazu befugt, jede Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft im Einklang stehen, zu genehmigen und/oder auszuführen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführung.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung die weitestreichenden Befugnisse um in allen Umständen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Umständen, jeden Akt und jede Handlung, welche nicht durch die vorliegende Satzung oder durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung im Kompetenzbereich der Gesellschafterversammlung liegt, im Auftrag der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gutzuheißen.

Die Geschäftsführer werden durch mehrheitlichen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gewählt und abberufen, welche ihre Befugnisse und die Amtsdauer beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung zu jeder Zeit mit oder ohne Grund (ad nutum) widerrufen werden.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln insofern gewährleistet ist, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich hören und miteinander kommunizieren können. Eine Sitzung kann jederzeit mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer, der hierzu bevollmächtigt ist, vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn einer Sitzung der Geschäftsführung mittels schriftlicher Einberufung, zu benachrichtigen, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art und die Gründe dieser Umstände in der Einberufung erläutert werden müssen. Auf das Recht auf die oben beschriebene Weise einberufen zu werden kann jeder Geschäftsführer durch schriftliche Zustimmung per Telegramm, Telekopie, Email, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel verzichten. Spezifische Einberufungen sind nicht notwendig für Sitzungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden durch die Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft gefasst.

Die Protokolle aller Geschäftsführerratsitzungen werden vom Vorsitzenden der Sitzung oder, in seiner Abwesenheit, von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten, gültig abgeschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung schriftlich, per Telegramm, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen einen gültigen schriftlichen Beschluss. Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder durch die Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers im Falle einer Geschäftsführung gebunden. Die Gesellschaft ist in jedem Fall wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer hierzu durch den alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise durch die Geschäftsführung oder einer der Geschäftsführer, bevollmächtigten Personen, gebunden.

Art. 8. Haftung der Geschäftsführung. Die Geschäftsführer sind für Verschuldung der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie jedoch für die Ausführung ihrer Aufgaben und Pflichten verantwortlich.

Vorbehaltlich den unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Verbindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig eintritt aufgrund dessen, dass er ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist und die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, schadlos gehalten werden. Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder „Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Geschäftsführer oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gewährt:

(i) gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung enthalten sind;

(ii) im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde; oder (iii) im Falle einer Beilegung, es sei denn die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder von der Geschäftsführung genehmigt worden.

Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine anderen Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in der Person, die aufgehört hat, ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testamentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltene berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Geschäftsführer und leitende Angestellte, aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz, Anspruch haben könnten.

Ausgaben in Verbindung mit Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, Prozess oder Verfahren beschrieben in diesem Artikel, soll von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber bei Zugang jeglicher Unternehmung seitens oder im Namen eines leitenden Angestellten oder Geschäftsführers vorgestreckt werden, um den benannten Betrag zurückzuzahlen wenn es letztlich bestimmt ist, dass er keinen Anspruch auf Schadloshaltung unter diesem Artikel hat.

Art. 9. Stimmrechte der Gesellschafter. Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Gesellschaftsanteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

Art. 10. Gesellschafterversammlungen. Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgeschriebenen Form und mit der darin vorgesehenen Mehrheit, schriftlich (soweit dies gesetzlich möglich ist) oder in Gesellschafterversammlungen, gefasst. Jede ordnungsgemäß konstituierte Gesellschafterversammlung der Gesellschaft beziehungsweise jeder ordnungsgemäß schriftlicher Beschluss vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Einberufung der Versammlungen durch den Geschäftsführer/die Geschäftsführung hat mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse, zu erfolgen. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt des Beschlusses mindestens acht (8) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter an ihre im Anteilsregister eingeschriebene Adresse mittels eingeschriebenen Briefs übersandt. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen (oder, unter der Voraussetzung der Befriedigung der Mehrheitsvoraussetzungen, am in dieser Entscheidung festgelegten Tag). Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

Soweit gesetzlich nichts anderes vorgesehen ist, (i) werden die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Geschäftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Anzahl der vertretenen Geschäftsanteile. (ii) Die Satzung kann jedoch nur mit Zustimmung (x) der Mehrheit der Gesellschafter, welche (y) zwei Drittel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden und (iii) Entscheidungen, die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Zu keiner Zeit soll die Gesellschaft mehr als dreißig (30) Gesellschafter haben. Zu keiner Zeit soll es einer natürlichen Person gestattet sein, ein Gesellschafter der Gesellschaft zu werden.

Art. 11. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember eines jeden Jahres. Das erste Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung der Gesellschaft beginnt, wird am 31. Dezember 2014 enden.

Art. 12. Jahresabschluss. Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr die Jahresabrechnung der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die Jahresabrechnung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 13. Gewinnverwendung. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

Die Gesellschafter können auf der Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Geschäftsführung angefertigten Zwischenabschlusses die Ausschüttung von Abschlagsdividenden beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragene Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragene Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf.

Der Saldo kann nach Entscheidung der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Das Anteilsprämienkonto kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf die gesetzliche Rücklage zu übertragen.

Art. 14. Auflösung. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Befugnisse und Vergütung.

Art. 15. Alleingesellschafter. Sofern nur ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, gilt Artikel 179 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Artikel 200-1 und 200-2 finden u.a. Anwendung.

Art. 16. Anwendbares Recht. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelte Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des anwendbaren Gesetzes.

Zeichnung und Zahlung

Nach dem die erschienene Partei die Gründungssatzung erstellt hat, hat sie das gesamte Gesellschaftskapital wie folgt eingezahlt und gezeichnet:

Einzahler	Zahl der Geschäftsanteile	Einzahlungspreis (EUR)
BRE/Europe 7Q S.à r.l.	500	EUR 12.500
Total	500	EUR 12.500

Ein Beleg für die vollständige Einzahlung der Geschäftsanteile wurde dem unterzeichneten Notar vorgelegt.

Kostenschätzung

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Gesellschaftsgründung entstehen, werden auf ungefähr vierzehnhundert Euro (EUR 1.400) geschätzt.

Ausserordentliche Beschlüsse des Gesellschafters

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft hat der Alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

1. Sitz der Gesellschaft ist in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg.
2. Die folgende Person wird für einen unbeschränkten Zeitraum zum Geschäftsführer der Gesellschaft mit der in der Satzung der Gesellschaft beschriebenen Unterschriftsbefugnis ernannt:
 - BRE/Management 7 S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg und eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 180.304.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der oben erscheinenden Partei, die vorliegende Urkunde in English abgefasst wird, gefolgt von einer deutschen Übersetzung.

Auf Ersuchen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die erschienene Partei die dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt, hat dieselbe zusammen mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: P. SANTER, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 21 juillet 2014. Relation: RED/2014/1591. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, den 25. Juli 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014109209/451.

(140131936) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2014.

Cargill Andean Holding Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée, (anc. Cargill International Luxembourg 21 S.à r.l.)

Capital social: USD 18.000,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 187.356.

In the year two thousand and fourteen, on the seventeenth of July.

Before US, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Cargill International Luxembourg 2 S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B, number 150.966,

here represented by Mrs Corinne PETIT, employee, professionally residing at 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, by virtue of a proxy given in Luxembourg, on July 16th, 2014.

The said proxy, initialled "ne varietur" by the proxyholder of the appearing person and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of Cargill International Luxembourg 21 S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B, number 187356, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, on 22 May 2014, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (hereinafter the "Company").

The appearing party, representing the entire share capital of the Company and having waived any notice requirement, reviewed the following agenda:

Agenda

1. Change of the Company's name to Cargill Andean Holding Luxembourg S.à r.l.;
2. Subsequent amendment of article 1 of the articles of association of the Company;
3. Miscellaneous.

After having reviewed the items of the agenda, the appearing party requested the notary to enact the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolves to change the name of the Company to Cargill Andean Holding Luxembourg S.à r.l.

Second resolution

As a consequence of the above resolution, the sole shareholder resolves to amend article 1 of the articles of association of the Company which now reads as follows:

" **Art. 1. Name.** There hereby exists among the current owners of the shares and/or anyone who may be a shareholder in the future, a company in the form of a "société à responsabilité limitée" under the name of "Cargill Andean Holding Luxembourg S.à r.l." (the "Company")."

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company as a result of this deed are estimated at one thousand two hundred euro (EUR 1,200).

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that upon request of the proxyholder of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing known to the notary by his name, first name and residence, such proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le dix-sept juillet.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Cargill International Luxembourg 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 150.966,

ici représentée par Madame Corinne PETIT, employée, ayant son adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg, le 16 juillet 2014.

Ladite procuration paraphée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante est l'associé unique de Cargill International Luxembourg 21 S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 11-13, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 187.356, constituée selon acte du notaire soussigné, le 22 mai 2014, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (ci-après la «Société»).

La partie comparante, représentant l'intégralité du capital social de la Société et ayant renoncé à toute convocation, a revu l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Modification de la dénomination de la Société en Cargill Andean Holding Luxembourg S.à r.l.;
2. Modification subséquente de l'article 1 des statuts de la Société;
3. Divers.

Après avoir passé en revue les points à l'ordre du jour, la partie comparante a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide de modifier la dénomination de la Société en Cargill Andean Holding Luxembourg S.à r.l..

Seconde résolution

A la suite de la résolution précédente, l'associé unique décide de modifier l'article 1 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

“ **Art. 1^{er}. Nom.** Il existe entre les propriétaires actuels des parts sociales et/ou toute personne qui sera un associé dans le futur, une société dans la forme d'une société à responsabilité limitée sous la dénomination "Cargill Andean Holding Luxembourg S.à r.l." (la "Société").”

Estimation des frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison de cet acte est évalué à mille deux cents euros (EUR 1.200).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du mandataire de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même mandataire et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connue du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel et demeure, ledit mandataire a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. Petit et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 21 juillet 2014. LAC/2014/34125. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signée): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 juillet 2014.

Référence de publication: 2014109213/95.

(140131093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juillet 2014.

Sabella Investments Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 111.702.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand and fourteen, on the seventeenth day of July,

Before the undersigned, Maître Joëlle SCHWACHTGEN, civil law notary residing in Wiltz, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of his colleague Maître Jean SECKLER, civil law notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg, prevented, who last named shall remain depositary of the present deed.

THERE APPEARED

ENERGY SOLUTIONS OÜ, an Estonian private limited liability company, duly incorporated and existing under the laws of the Estonia, having its registered address at 36, Punane, 13619 Tallinna linn, Harju maakond, Estonia and being registered with the Estonian E-Business Register under number 10079445,

(hereinafter referred to as the "Appearing Party")

here represented by Mr. Max MAYER, a notary clerk, professionally residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg by virtue of a proxy, given on 15th May 2014 (hereinafter referred to as the "Proxyholder"),

Such Appearing Party is the sole shareholder of SABELLA INVESTMENTS HOLDING S.A., a Luxembourg public limited liability company (société anonyme), duly incorporated and existing under the laws of Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 6, rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg and being registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (hereinafter referred to as the "R.C.S.") under number B 111.702 and whose articles of incorporation have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (hereinafter referred to as "Mémorial C") under number 356, page 17059 on 17th February 2006 and have been amended for the last time on 08th December 2010 (published on Mémorial C under number 934, page 44817 on 7th May 2011) (hereinafter referred to as the "Articles"), (hereinafter referred to as the "Company").

The Appearing Party representing the whole corporate capital require the Notary to act the following declarations and statements:

1. That the share capital of the Company currently amounts to thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-), represented by fifteen thousand five hundred (15,500) shares with a par value of two Euro (EUR 2.-) each.
2. That pursuant to the shareholders register of the Company, the Appearing Party is the sole shareholder of the Company.
3. That the latest annual accounts of the Company have been approved by the Appearing Party and duly submitted to R.C.S. for the purposes of publication.
4. That the Appearing Party, acting in its capacity of the sole shareholder, declares the anticipated dissolution of the Company with immediate effect followed by its liquidation.
5. That the Appearing Party declares that it has full knowledge of the Articles of the Company and that it is fully aware of the financial situation of the Company.
6. That the Appearing Party, acting in its capacity of the sole shareholder, appoints itself liquidator of the Company and declares that the activity of the Company has ceased.
7. That in that capacity, the Appearing Party requests the Notary to record that it has realised all of the Company's assets and has settled all liabilities and debts of the Company by way of payment or fully provided for of all of the known liabilities of the Company.
8. That the Appearing Party is vested with all the assets and hereby expressly declares that it will take over and assume liability for any known but unpaid and for any as yet unknown liabilities of the Company before any payment to the sole shareholder.
9. That consequently, the liquidation of the Company is deemed to have been carried out and completed.
10. That the full and complete discharge is granted to the managers of the Company for the execution of their mandates up to this day.
11. That it is expedient to proceed with the cancellation of the shareholders register.
12. That the books and records of the Company shall be kept for at least five years at the former registered office of the dissolved Company being 6, rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Costs and expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed at EUR 1,475.-.

Whereof, the present deed is drawn up in Junglinster, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned Notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the Appearing Party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the Proxyholder of the Appearing Party known to the Notary by her name, first name, civil status and residence, the Proxyholder of the Appearing Party signed together with the Notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le dix-sept juillet,

Par devant Maître Joëlle SCHWACHTGEN, notaire, de résidence à Wiltz, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de son confrère empêché Maître Jean SECKLER, notaire, de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, lequel dernier nommé restera dépositaire de la minute.

A COMPARU

ENERGY SOLUTIONS OÜ, une société à responsabilité limitée estonienne, dûment constituée et existante selon les lois de l'Estonie, enregistrée auprès d'E-Business Register d'Estonie sous le numéro 10079445, ayant son siège social à 36, Punane, 13619 Tallinna linn, Harju maakond, Estonie,

(ci-après la "Personne Comparante").

ici-représenté par Monsieur Max MAYER, employé, résidant professionnellement à Junglinster, Grand Duché de Luxembourg en vertu du mandat octroyé le 15 mai 2014 (ci-après le «Mandataire»),

Telle Personne Comparante est l'actionnaire unique de SABELLA INVESTMENTS HOLDING S.A., une société anonyme luxembourgeoise, dûment constituée et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg (ci-après le "R.C.S.") sous le numéro B 111.702, dont les statuts ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (ci-après le "Mémorial C") le 17 février 2006, sous numéro 356, page 17059 et ont été modifiés pour la dernière fois le 08 décembre 2010 (publiés au Mémorial C sous le numéro 934, page 44817 le 7 mai 2011) (ci-après les "Statuts"), (ci-après la "Société").

La Personne Comparante représentant la totalité du capital social demandent le Notaire d'acter les déclarations et constatations suivantes:

1. Que le capital social de la Société s'élevé actuellement à trente et une mille Euros (EUR 31.000,-), représenté par quinze mille cinq cents (15,500) actions ayant la valeur nominale de deux Euros (EUR 2,-) chacune.
2. Que selon le registre des actionnaires de la Société la Personne Comparante est l'actionnaire unique de la Société.
3. Que les derniers comptes annuels de la Société ont été approuvés par la Personne Comparante et dûment déposés auprès du R.C.S. à des fins de la publication.
4. Que la Personne Comparante, en tant que l'actionnaire unique, prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat et sa mise en liquidation.
5. Que la Personne Comparante déclare avoir pleine connaissance des Statuts de la Société et est pleinement consciente de la situation financière de la Société.
6. Que la Personne Comparante, en tant qu'actionnaire unique, se désigne liquidatrice de la Société et déclare que l'activité de la Société est cessée.
7. Qu'en cette qualité, la Personne Comparante requiert le Notaire instrumentant d'acter qu'elle déclare avoir réalisé tous les actifs de la Société et avoir réglé tout le passif de la Société par paiement ou entière approvisionnement des dettes connues de la Société.
8. Que la Personne Comparante, étant investie de tous les avoirs, déclare expressément prendre à sa charge et assumer toute responsabilité pour tout passif connu mais impayé et pour toutes dettes encore inconnues de la Société avant tout paiement à l'actionnaire unique.
9. Que partant, la liquidation de la Société est à considérer comme ayant été effectuée et terminée.
10. Que décharge pleine et entière est accordée aux gérants de la Société pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.
11. Qu'il y a lieu de procéder à l'annulation du registre des actionnaires.
12. Que les livres et documents de la Société dissoute seront conservés pendant cinq ans au moins à son ancien siège social au 6, rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Coûts et frais

Les coûts, frais, rémunération ou charges sous quelque forme que ce soit qui devront être supportés par la Société en conséquence du présent acte s'élèveront à approximativement 1.475,- EUR.

Sur quoi le présent acte a été établi à Junglinster, à la date mentionnée au début du présent acte.

Le Notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise déclare que le présent acte est dressé en langue anglaise suivi d'une traduction française; à la demande de la Personne Comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version anglaise fera foi.

Après que lecture de l'acte a été faite au Mandataire de la Personne Comparante, connu du Notaire par son nom, prénom, statut marital et lieu de résidence, ledit Mandataire de la Personne Comparante a signé ensemble avec le Notaire le présent acte.

Certificat

La soussignée Maître Joëlle SCHWACHTGEN, notaire de résidence à Wiltz, (Grand-Duché de Luxembourg), agissant en remplacement de son confrère empêché Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), certifie avoir reçu l'acte qui précède en date de ce jour.

Signé: Max MAYER, Joëlle SCHWACHTGEN.

Enregistré à Grevenmacher, le 24 juillet 2014. Relation GRE/2014/2938. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Junglinster, le 17 juillet 2014.

Référence de publication: 2014115562/125.

(140135771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juillet 2014.